

Florence Huart **EDITORIAL**

La Bulgarie et l'Union européenne : un processus de transition et d'intégration chaotique et douloureux

La Bulgarie sera-t-elle membre de l'Union européenne au 1^{er} janvier 2007 ? Son adhésion sera-t-elle reportée d'un an ? D'après le "Rapport global de suivi 2005" de la Commission européenne, la Bulgarie a fait des progrès satisfaisants pour répondre aux critères d'adhésion (critères de Copenhague), à savoir : des institutions stables garantissant la démocratie, la primauté du droit, les droits de l'homme, le respect des minorités et leur protection (critères politiques) ; une économie de marché viable, capable de faire face à la pression concurrentielle et aux forces du marché à l'intérieur de l'Union (critères économiques) ; la capacité d'assumer les obligations de l'adhésion (critère d'assimilation de l'acquis communautaire).

Cependant, il reste des efforts à faire dans plusieurs domaines politiques, tels que : mettre en œuvre la réforme de la fonction publique et du système judiciaire ; mieux combattre la criminalité organisée, la corruption et la traite des êtres humains ; intégrer effectivement la minorité rom... Quant aux trente-et-un chapitres de l'acquis communautaire, certains retards préoccupants doivent être comblés dans les domaines suivants : le droit des sociétés (protection des droits de propriété intellectuelle et industrielle), les services (assurance des véhicules à moteur), l'agriculture (contrôle vétérinaire et bien-être animal), la politique régionale (gestion des aides du Fonds social européen), la justice et les affaires intérieures (contrôle des frontières).

Cette liste de recommandations pour achever la préparation à l'adhésion n'est pas exhaustive (pour un bilan complet, voir le rapport consultable sur le site : http://europa.eu.int/comm/enlargement/bulgaria/key_documents.htm).

L'adhésion pourrait être reportée d'un an si l'état d'impréparation menaçait la capacité du pays à respecter ses engagements et les exigences découlant de l'adhésion.

Cela signifie que les Bulgares n'ont pas terminé leur processus d'adaptation aux normes européennes d'une économie de marché. Les trois articles de ce numéro sont consacrés aux heurs et malheurs de ce processus.

Bernard Dupont nous dresse une histoire économique du double processus de transition et d'intégration bulgare en analysant les causes du retard dans les réformes structurelles.

Il souligne notamment le rôle de l'absence d'un consensus politique et d'un

... suite en page 2

SOMMAIRE

Bernard Dupont
Bulgarie : une intégration à l'arraché
..... page 2

Maryline Dupont-Dobrzynski
L'effondrement du marché du travail bulgare
..... page 11

Evguénia Draganova-Madelaine
Pourquoi les Bulgares se considèrent-ils pauvres ?
..... page 16

Les nouvelles du Pôle vient de paraître...
Franck Van de Velde, Monnaie, chômage et capitalisme
..... page 22

...EDITO... suite

consensus social. Puis la crise bancaire de 1996 a provoqué un électrochoc salutaire. Les données macroéconomiques sont désormais satisfaisantes, à l'exception d'un taux de chômage élevé et d'un déficit commercial important.

Les hésitations de la classe politique, "faut-il réformer ou non?", ont eu des conséquences dramatiques en termes d'emploi dans la décennie 1990. Maryline Dupont-Dobrzynski explique les causes de la faiblesse des taux d'emploi, en particulier les facteurs du déclin démographique tels que la mortalité infantile et l'émigration des jeunes, et de la chute des taux d'activité associée entre autres aux restrictions dans l'indemnisation du chômage et à l'inadéquation des politiques de formation.

Dans ce contexte, les Bulgares sont nombreux à se considérer pauvres. Evguénia Draganova-Madelaine dresse un panorama des obstacles à leur enrichissement et explique le pessimisme des Bulgares : ils ne compareraient pas leur situation actuelle avec leur situation passée, mais avec la situation actuelle des citoyens de l'Union européenne.

Bulgarie : une intégration à l'arraché.

Bernard Dupont ¹

Économiste au MÉDEE (Mécanismes Économiques et Dynamique des Espaces Européens). Faculté de Sciences Économiques et Sociales. Université des Sciences et Technologies de Lille.



Le traité d'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne (UE) a été signé à Luxembourg le 25 avril 2005. Le Parlement bulgare l'a ratifié à une écrasante majorité le 12 mai alors que les sondages d'opinion faisaient état d'un certain manque d'enthousiasme dans la population. Il est vrai que ses termes sont mitigés, stipulant que ce pays deviendra membre de l'UE à partir du 1^{er} janvier 2007 s'il continue à progresser pour remplir les critères européens d'intégration. L'adhésion de la Bulgarie est donc en l'état toujours soumise à conditionnalité et le texte inclut d'ailleurs la possibilité de reporter l'adhésion d'une année si l'UE, au vu des dernières expertises de la Commission, estime qu'il existe un risque sérieux que ce pays soit incapable de mettre en place d'ici 2007 toutes les réformes requises dans les domaines administratif et judiciaire.

Cette situation inconfortable d'adhésion imminente sous condition suspensive alimente actuellement toutes sortes de rumeur sur la date d'intégration effective. Dans certains milieux occidentaux qu'on prétend bien informés, la Bulgarie serait "retoquée", comme elle l'avait déjà été en décembre 2001 (avec la Roumanie), au motif que la fragilité du système judiciaire et des administrations publiques conjuguée au foisonnement des activités illégales constituerait un obstacle dirimant pour Bruxelles et Strasbourg. En réalité, le jeu des anticipations n'est en l'espèce ni utile ni fécond. Il faut s'en tenir à l'essentiel : l'UE considère d'une part que la Bulgarie a vocation à être un membre à part entière et d'autre part qu'elle ne dispose pas encore totalement d'une structure économique et sociale congruente à celle de ses composantes, y compris les huit pays d'Europe centrale et orientale (PECO) l'ayant rejointe lors du grand élargissement du 1^{er} mai 2004. Le diagnostic d'un déficit structurel appelle une analyse des causes du retard pris par la Bulgarie dans sa transition économique, sociale et politique. Parmi les angles d'attaque possibles, cet article traite la question à partir de l'histoire économique.

Selon B. Chavance et E. Magnin (2004), la plupart des ex-pays socialistes d'Europe centrale et orientale ont connu trois périodes au cours de leur transition vers le capitalisme. La première, généralement brève, introduit une "rupture" radicale avec les institutions politiques et économiques antérieures ; elle est marquée à la fois par l'instauration volontariste des nouvelles institutions spécifiques d'une économie de marchés et par une profonde récession qualifiée par les économistes de "transformationnelle" puisque l'ancien système est détruit et le nouveau n'a pas eu le temps de montrer ses effets. La seconde, la "consolidation"², débute avec le retour à des taux de croissance positifs et une nette décrue de l'inflation ; elle est caractérisée par la banalisation de l'alternance démocratique et l'affirmation du consensus social. La stabilisation macroéconomique s'appuie sur une structure sociale et économique en voie de stabilisation par des réformes systémiques et structurelles complémentaires, dont la logique d'ensemble s'inspire des "canons" européens dans la mesure où la candidature à l'adhésion s'affirme comme la perspective prioritaire. Enfin, l'"ancrage européen" démarre en 1999, date à partir de laquelle les pays candidats s'engagent collectivement dans un processus de mise en conformité avec l'acquis communautaire puis, l'adhésion étant acquise, de rattrapage.

¹ MÉDEE : 59655 Villeneuve d'Ascq Cedex. Courriel : Bernard.Dupont@univ-lille1.fr.

Cet article doit beaucoup aux discussions menées avec les collègues de l'Institut d'Économie de l'Académie des Sciences de Bulgarie et de la filière francophone de l'Université de Sofia dans le cadre du programme d'action intégré EGIDE-Rila. Nous tenons particulièrement à remercier Iskra Christova-Balkanska, Mitko Dimitrov, Armenhui Pirian et Sonia Vateva.

² Pour fixer les idées, la rupture couvre les années 1990-1993 et la consolidation les années 1994-1998.

Cette périodisation en trois phases ne s'applique pas au cas de la Bulgarie dont l'histoire économique récente se divise nettement en deux temps. La période 1989-1997 démarre bien par une rupture avec le système socialiste mais, pour des raisons tenant à l'héritage socialiste et l'absence d'un large consensus social, la transformation systémique et structurelle n'est pas ou très peu ou très mal enclenchée, de sorte que les économistes bulgares³ – dont on doit saluer la lucidité – parlent de période de réformes avortées ou même de période de "no reform", expression sans doute excessive mais au pouvoir évocateur indéniable et que nous retiendrons par la suite. La crise aiguë de 1996-1997 sera l'occasion de rompre avec une trajectoire suicidaire et la Bulgarie va réellement démarrer sa transformation à partir de cet électrochoc. Avec le soutien de forces internes rassemblées autour d'un authentique consensus social et avec le concours de forces externes occidentales, ce pays va mener de front et dans l'urgence ses réformes structurelles et son processus d'intégration dans l'UE. En moins d'une décennie, il trouvera le chemin d'une croissance vigoureuse apportant la preuve que la nouvelle stratégie a su générer des dynamiques vertueuses.

L'héritage socialiste

A la fin de la seconde guerre mondiale, la Bulgarie entre dans l'orbite de l'Union soviétique, et sa fidélité sans faille à Moscou sera si caricaturale qu'on lui donne le sobriquet de "seizième république de l'URSS". L'allégeance à une super puissance est une caractéristique historique constante de ce pays dont il est aisé de comprendre les raisons. Tous les historiens, économistes et sociologues bulgares soulignent combien leur pays, situé aux marches de l'Europe et de l'Asie, dépourvu en hommes et matières premières, est "petit"⁴ et a toujours cherché à contourner cette contrainte majeure en s'ancrant sur un empire : l'empire ottoman pendant cinq siècles jusqu'en 1878, l'Allemagne pendant l'indépendance puis l'URSS à partir de 1953. En échange de services politiques et diplomatiques indéfectibles, la Bulgarie pouvait bénéficier d'un traitement de faveur dans le domaine économique. Au sein du Conseil d'Aide Economique Mutuel (CAEM), elle tenait à incarner le rôle d'une nation toute entière dévouée au socialisme réel, sans état d'âme ni opposition intérieure, ce qui lui assurait en retour d'exporter cher des produits de qualité moyenne (voire médiocre) et d'importer à des prix préférentiels les produits de première nécessité, en particulier le pétrole et le gaz russes. On estime que la Bulgarie a sans doute été le plus grand bénéficiaire du vaste système de transferts financiers que représentait le CAEM. Par ailleurs, elle se procurait sur les marchés internationaux des devises contre des ventes d'armes puisque l'industrie d'armement était, parmi ses principales spécialités au sein de la division internationale socialiste du travail (DIST), son point fort.

Le milieu des années quatre-vingts remet en cause cet équilibre. D'une part, la perestroïka gorbatchevienne remet en cause les asymétries dans le commerce extérieur du CAEM

et la nouvelle politique de vérité des prix a pour effet de dégrader très vite la balance commerciale bulgare. D'autre part, la fin du conflit entre l'Irak et l'Iran réduit les ventes d'armes et assèche les entrées en devises. La Bulgarie connaît une dégradation brutale et importante de sa balance courante, situation qu'elle avait déjà connue à plusieurs reprises dans le passé et que l'URSS avait toujours prise en charge mais que la nouvelle donne russe ne permettait plus de résoudre à l'amiable. Le développement de la globalisation financière représente alors une véritable aubaine. Le pays s'engage dans la voie de l'endettement international massif, profitant temporairement du crédit dont elle jouit auprès d'organismes financiers internationaux méjugant la dislocation proche du bloc de l'Est.

A la fin des années quatre-vingts, la contrainte extérieure bulgare se situe à deux niveaux. Le taux de couverture se dégrade en continu puisque les importations, incompressibles en volume et croissantes en valeur avec la fin des pratiques tarifaires préférentielles, ne peuvent être couvertes par des exportations dont l'érosion reflète l'effondrement du CAEM et l'inadaptation de la spécialisation sur les marchés internationaux. La Bulgarie choisit la pire des options en évitant de restructurer et d'ajuster la structure productive héritée de la DIST. Les emprunts, substitués des anciens transferts russes, servent à pérenniser des grandes entreprises d'Etat pourtant non viables au regard des critères internationaux. La contrainte commerciale s'est ainsi doublée d'une contrainte financière qui se révélera vite insoutenable. Inertie dans le domaine industriel et surendettement vont peser lourd sur l'initialisation du processus de transition.

1989-1997 : No reform

La fin du socialisme réel bulgare est symboliquement marquée par la démission de l'homme fort de l'ancien régime, le président Todor Jivkov, le 10 novembre 1989 et le démarrage de la transition par la rencontre et les négociations autour d'une "table ronde" de personnalités représentant les partis de gauche et de droite hâtivement constitués à la fin de cette même année. La similitude du processus de démocratisation bulgare avec les autres PECO pourrait laisser penser que la transition s'y déroulerait suivant les mêmes modalités. Ce ne fut pas le cas.

Une première raison, qu'on aurait tort de sous-estimer, tient au fait que la Bulgarie affronte une situation historique inédite : elle est devenue orpheline et risque de le rester. Traditionnellement, les forces intérieures – les principaux acteurs sociaux, politiques et économiques regroupés en sphères d'influence et groupes de pression – se combinaient

³ Sans prétendre à l'exhaustivité, citons D. Dimitrov, N. Dochev, R. Dobrinsky, R. Kolarova, N. Markov, N. Nenovsky, B. Nikolov.

⁴ Actuellement, la Bulgarie a une population d'environ 8 millions d'habitants, soit moins de 2% de la population de l'Europe à 25. A taux de change courant et en parité de pouvoir d'achat, son PIB représente respectivement moins de deux millièmes et moins de cinq millièmes de celui de l'Europe à 25.

...Bulgarie : une intégration à l'arraché... suite

avec des forces extérieures hégémoniques afin de dégager un compromis national acceptable, qui restait en tout état de cause surdéterminé par la soumission à une autorité étrangère. Or l'abandon du communisme signifie la séparation avec la nation leader qui en incarnait les principes et les valeurs, d'autant plus que la nouvelle Communauté des Etats Indépendants (CEI) n'a guère les moyens et se soucie peu de remplir le vide laissé par l'effondrement de l'URSS. Par ailleurs, la Bulgarie n'intéresse pas à cette époque la Communauté économique européenne tandis que le Fonds Monétaire International (FMI) prête son concours à des conditions qui ne tiennent compte ni de la situation économique objective ni des attentes des diverses couches sociales. Enfin, les investisseurs étrangers, échaudés par la décision unilatérale bulgare d'annuler brutalement sa dette internationale en mars 1990, se détournent de la zone et ne seront plus avant longtemps un partenaire. En conséquence, la nation a perdu tous ses anciens repères et ne peut leur en substituer de nouveaux. Les forces sociales intérieures, peu préparées à prendre en mains propres le destin national sans appui extérieur, se déchireront vite sur des thèmes aussi importants que ceux mettant en jeu le contenu des réformes systémiques et structurelles.

L'absence d'un vaste consensus social caractérisera toute la période 1989-1997. Certes, la Bulgarie va, à l'instar des autres PECO, éliminer les institutions socialistes, mais cette destruction ne sera pas relayée par l'élaboration simultanée d'une configuration stable de nouvelles institutions.

La nouvelle Constitution est un exemple frappant de compromis politique inconséquent, générateur de dysfonctionnements majeurs à terme. En réaction épidermique avec le passé socialiste, le principe de séparation des pouvoirs y est affirmé à un tel degré que le système judiciaire jouit d'une indépendance incontrôlée, ouvrant la voie à tous les abus d'autant que l'appareil administratif policier a vu dans le même temps ses prérogatives réduites au minimum. En particulier, les contrats privés ne sont pas nécessairement respectés à la lettre puisque les recours juridiques ont peu de chances d'aboutir. Dans le même ordre d'idée, les activités douteuses ou franchement illégales deviennent monnaie courante dans la mesure où ni l'administration ni la justice n'ont les moyens de faire respecter les textes.

Certes, la nouvelle Constitution entérine le passage à un régime démocratique multipartite. Des élections libres sont désormais organisées à tous les niveaux et rendent l'alternance possible. En soi l'alternance n'est pas frein aux réformes structurelles comme l'ont prouvé nombre de PECO mais la vie politique bulgare est devenue un maelström rendant le pays quasiment ingouvernable. La durée moyenne d'un mandat gouvernemental a été inférieure à un an sur la période tant les luttes de pouvoir étaient féroces. Il en a résulté que les réformes

décidées par les uns n'avaient pas le temps de s'appliquer puisqu'elles étaient aussitôt remises en cause par leurs successeurs. Le déficit de réformes structurelles prend ainsi naissance dans l'absence d'un consensus politique, perceptible non seulement dans la classe politique mais aussi à l'intérieur des partis. Le parti de gauche (Parti Socialiste Bulgare, PSB) rassemble des communistes divisés en deux clans : d'une part, une puissante fraction non réformatrice, pro soviétique, opposée à l'économie de marchés donc a fortiori anti-capitaliste et anti-occidentale ; d'autre part, des réformistes d'orientation social-démocrate, prêts à introduire des doses d'économie de marchés, à se lier avec l'Occident sans pour autant renoncer aux relations avec la Russie. Il a grandement contribué à recycler les apparatchiks ainsi que les membres de l'ancienne nomenklatura et a su rapidement (re)venir aux affaires, avec une prépondérance des "durs" non réformistes. La droite est incarnée par un parti unique (l'Union des Forces Démocratiques, UDF) qui coalise en fait des positions hétérogènes, balayant un spectre politique allant des socio démocrates aux libéraux en passant par les chrétiens démocrates, les radicaux, les écologistes et les paysans. Lorsqu'elle a pu accéder au pouvoir, elle s'est révélée organisée et capable de mener des réformes, mais son hétérogénéité lui a interdit de définir un programme réformateur complet et cohérent qui puisse convenir à l'ensemble de son électorat disparate. Dans l'ensemble, les déconvenues des deux grands partis les obligeront à se restructurer progressivement, sans pour autant qu'ils parviennent à dégager collectivement un projet national. La question centrale du débat politique n'a donc jamais été "comment réformer ?" mais plutôt "faut-il ou non réformer ?"

L'absence de consensus politique relaye l'absence d'un consensus social. Les couches sociales – ouvriers, paysans, minorités ethniques, dirigeants des firmes d'État, nouveaux entrepreneurs, etc. – forment autant de groupes de pression dont aucun n'est prêt à supporter les frais des réformes fondamentales et chacun défend ses avantages présents. Ce patchwork d'intérêts contradictoires exprime collectivement une répugnance au changement fondée sur le sentiment que les réformes structurelles exigent des efforts immédiats alors que leurs avantages sont différés et aléatoires. L'exemple le plus significatif de tels blocages est donné par l'alliance entre les travailleurs et les managers des firmes d'État pour refuser les privatisations, synonymes de restructurations pour les amener aux standards internationaux. D'une part, les employés veulent défendre les emplois et par conséquent défendent bec et ongle le statu quo, entre autres en multipliant les mouvements de grève et les manifestations de rue contre les tentatives de réformes gouvernementales. D'autre part, les cadres supérieurs cherchent à conserver leur statut et empêcher l'arrivée d'équipes étrangères. La privatisation des firmes d'État a ainsi été empêchée par d'incessantes pressions politiques et syndicales et

les pouvoirs publics ont cédé en continuant à distribuer de généreuses subventions. Or cette reculade contient une contradiction qui n'a pas manqué de produire rapidement ses effets. Maintenir à flot des grandes firmes publiques non compétitives s'oppose aux réalités des marchés, surtout internationaux. Leur activité ne pouvait être viable qu'à la condition expresse d'entreprendre leur restructuration. Celle-ci a bien eu lieu, de force plutôt que de gré, imposée par les circonstances plutôt que volontariste. De fait, les premières années de la transition ont connu l'hémorragie d'emplois qui était redoutée par les travailleurs et au nom de laquelle ils refusaient la réforme de privatisation.

L'absence d'un consensus transcendant les forces intérieures a pour ainsi dire enrayé tout processus de transformations volontaristes. Les grands volets des réformes systémiques et structurelles sont à peine abordés et, quand ils le sont, donnent naissance à des programmes croupions. La propriété privée a été instaurée sans que son corollaire, la privatisation, ne soit nettement engagé. La libéralisation de l'économie a concerné comme partout les marchés de produits, du travail, de la monnaie, de la finance, les prix, le taux de change, les flux avec le reste du monde, mais les initiatives privées sont restées modestes face au laxisme inconséquent des divers gouvernements. Un épisode suffira ici pour prendre la mesure du phénomène. Le gouvernement PSB issu des élections de 1994 et mené par l'aile communiste dure décide de remettre en cause la libéralisation des prix et instaure un contrôle étendu des prix afin de lutter contre l'inflation. Trois ans plus tard, la hausse annuelle des prix dépassera 1000%.

La succession de décisions politiques et économiques erratiques détériore la qualité, voire le substrat, des institutions économiques de même qu'elle est à l'origine de la faiblesse de la coordination systémique. Cette pathologie se manifestera essentiellement dans les interactions entre le système bancaire et financier, l'État et le secteur industriel et provoquera des dysfonctionnements majeurs.

À l'origine, le nouveau système bancaire bulgare est scindé en une banque centrale (Banque Nationale de Bulgarie, BNB) et des banques commerciales, publiques et privées. La BNB dispose formellement des attributs communs à toutes les banques centrales à ceci près qu'elle dépend du Parlement, qu'elle ne peut contraindre une banque commerciale à appliquer une réglementation prudentielle pour la raison que celle-ci n'existe pratiquement pas et que la loi sur les faillites votée en juin 1994 n'est pas ou peu appliquée. Privée de repères, elle refinance tout ce qu'on lui présente. Les banques privées se sont multipliées dans l'anarchie ; gérées par un personnel incompetent ou par des dirigeants plus soucieux de leurs intérêts personnels que de leurs responsabilités vis-à-vis de la clientèle, elles se caractérisent vite par le poids important des crédits douteux dans leur bilan qu'elles cherchent à reporter, souvent avec succès, sur la BNB. Les banques publiques sont spécialisées dans la distribution de crédits aux firmes d'État, en particulier les "dinosaures"

socialistes, dont la santé financière est généralement désastreuse et nécessite l'injection permanente d'argent frais. Confortées par la volonté politique gouvernementale de retarder les restructurations industrielles, elles accumulent et refinancent des créances au remboursement problématique. Si l'on ajoute le fait que la BNB crée de la monnaie en contrepartie des emprunts d'État finançant le perpétuel déficit public, on comprend que sa position comptable est inconfortable et que, dénuée de toute indépendance, elle ne peut pas remplir sa mission d'autorité monétaire. C'est d'ailleurs ce maillon qui va cristalliser les contradictions de l'économie bulgare lors de la grande crise de 1996-1997.

Le contre emploi de l'État dans la prise en charge des grandes entreprises publiques a sans conteste été la cause majeure des dysfonctionnements. La trajectoire bulgare dépendait en grande partie de la manière dont l'héritage communiste serait géré. La disparition du CAEM avait provoqué d'énormes difficultés dans l'industrie et la restructuration industrielle, dans un contexte de privatisations, était la réforme la plus urgente à entreprendre. Conçues pour les besoins de la DIST, les grandes entreprises d'État industrielles n'étaient plus viables en économie de marchés internationalisés. Les demi-mesures de démonopolisation puis de privatisation ne se sont pas traduites par un changement profond du régime de propriété et ce sont les pouvoirs publics qui ont tenu à bout de bras ces firmes. Aucun gouvernement n'a cherché à leur imposer une contrainte budgétaire "dure". Au contraire, la contrainte budgétaire "molle" a paru être le meilleur moyen de les pérenniser (et, du même coup, assurer la paix sociale). Tous les moyens étaient bons : subventions publiques indirectes, quitte à déséquilibrer gravement le budget de l'État ; financement systématique des déficits comptables par les banques d'État ; délais de remboursement généreux. À plusieurs reprises, le Ministère de l'industrie conseillera même aux entreprises d'État en difficulté de ne pas rembourser leurs crédits bancaires. Ce traitement de faveur a évidemment engendré des comportements d'indiscipline financière qui se sont diffusés par osmose dans l'ensemble du secteur industriel.

La faiblesse institutionnelle a eu pour conséquence l'instabilité macroéconomique sur fond de récession pratiquement continue, d'appauvrissement de la population et d'émigration de la jeunesse. À cet égard, la colonne de gauche du tableau 1 est éloquent : baisse drastique du PIB réel, du PIB réel⁵ par habitant, de l'emploi, de la productivité, de l'investissement ; hausse du déficit public ; importance de la dette publique ; faiblesse des investissements directs étrangers ; prépondérance du secteur public ; suspensions systématiques des versements du FMI.

⁵ La baisse du PIB fut si importante sur la période 1989-1997 que la Bulgarie n'a toujours pas rattrapé aujourd'hui le niveau de 1989.

...Bulgarie : une intégration à l'arraché... suite

Tableau 1
Les deux périodes de la transition bulgare

	1991-1997	1998-2004
Croissance réelle du PIB (taux annuel moyen)	-5,1	4,4
Croissance réelle du PIB par habitant (taux annuel moyen)	-2,9	5,6
Croissance de la productivité du travail dans l'industrie (taux annuel moyen)	-1	5,5 *
Croissance de l'emploi total (taux annuel moyen)	-3,8	-0,2
Croissance de l'investissement réel (taux annuel moyen)	-11	19,1*
Déficit public consolidé (% du PIB, moyenne)	-6,3	-0,1
Dette publique totale (% du PIB, moyenne)	139,8	66
Flux annuels d'IDE (% du PIB, moyenne)	1.3	5,6*
Part du secteur privé dans le PIB (moyenne)	46**	69
Nombre de versements du FMI suspendus	4 (sur 4)	0 (sur 4)*

* données relatives à la période 1998-2003. ** données relatives à la période 1995-1997.

Sources : WIIW-Global Development Network Southeast Europe, "Understanding Reform : A Country Study for Bulgaria", October 2004 et Institut National de la Statistique Bulgare.

L'échec macroéconomique de la première phase de la transition bulgare est imputable à des enchaînements cumulatifs pervers. Le poids du secteur public légué par le régime communiste repose totalement sur les épaules de la BNB dans la mesure où les grandes firmes industrielles ne sont pas restructurées et accumulent les pertes. Les pouvoirs publics contraignent la BNB à refinancer les emprunts bancaires et monétiser le déficit public par le rachat des bons du Trésor. L'effet d'éviction déprime l'investissement productif et ralentit la création de nouvelles entreprises privées. La désaccumulation globale du capital détériore les capacités de production et réduit la productivité du travail dans un contexte de baisse de l'emploi. Les recettes fiscales s'assèchent et le déficit public ne cesse d'empirer. Comme les firmes ne se sentent plus tenues de rembourser leurs dettes ou y sont même incitées par les pouvoirs publics, la base monétaire est totalement déconnectée de la masse monétaire qui augmente sans contrepartie crédible⁶. Ce phénomène accélère l'inflation, déprécie la monnaie domestique et tend à "dollariser" l'économie.

A la mi-1996, un phénomène classique de panique bancaire se développe, nourri par les signes d'insolvabilité d'une quinzaine de banques commerciales publiques et privées. La BNB est contrainte de prendre des mesures conservatoires et d'entamer pour la première fois des procédures de liquidation. Le surplus de monnaie en circulation alimente l'inflation, mais celle-ci ne deviendra hyper-inflation qu'à la faveur d'une mesure législative décidée en décembre 1996. Le Parlement met en demeure la BNB d'accorder un crédit direct au budget de l'État pour un montant correspondant à 45% du PIB. Cette énorme injection de monnaie a eu l'effet immédiat de porter l'indice des prix à 1058% et le taux du crédit à 1450% en 1997. L'activité économique s'effondre, le PIB enregistrant une baisse de 15% cette même année. Le système bancaire est dévasté. Les finances publiques sont près de la banqueroute. La plus grande partie de

la population est ruinée. La rue se révolte. Le gouvernement socialiste démissionne et laisse la place à un gouvernement provisoire chargé d'organiser des élections législatives en juin.

Après 1998 : la transformation au service de l'intégration

La crise de 1996-1997 a eu l'effet d'un électrochoc pour la formation économique et sociale bulgare. Son coût économique et humain a eu une telle ampleur que tous les acteurs sociaux se sont unis autour de l'idée qu'il fallait accepter et mettre en œuvre une politique de réformes profondes. Elle aura donc eu pour effet salutaire de faire table rase pour mieux propulser le pays sur le chemin d'une transition prometteuse avec la perspective d'intégrer le club européen.

En amenant au pouvoir l'UDF lors des élections de juin 1997, la société civile a avant tout manifesté son besoin d'un changement radical dans la conduite des transformations. Au-delà des slogans partisans, elle rejetait catégoriquement les responsables du "no reform", du "faut-il réformer ?", des programmes de réformes dictées par les intérêts corporatistes, et plébiscitait les représentants les plus crédibles d'un programme de réformes énergiques. En d'autres termes, une majorité de Bulgares s'est rassemblée autour d'un consensus social qui faisait défaut à la Bulgarie jusqu'alors. Un effet immédiat est, sinon la disparition, du moins le recul sensible des pratiques corporatistes, du lobbying et du clientélisme. Le poids politique et social des groupes de pression ne va cesser de décroître au cours de cette nouvelle période, tout particulièrement celui des salariés et les gestionnaires des grandes entreprises d'État désormais prêts à accepter toutes les privatisations puisque la crise a apporté la preuve qu'ils

⁶ En 1995, les trois-quarts des crédits commerciaux étaient catalogués comme douteux ("sub standard").

étaient incapables de défendre leurs propres intérêts et qu'ils devenaient en définitive les victimes de leur politique de défense du statu quo. Parallèlement, une classe de petits entrepreneurs et gérants de PME cherche à se développer dans un environnement systémique viable, sain et stabilisé. Quant à elle, la majorité silencieuse, financièrement ruinée, désillusionnée, entretient la plus grande méfiance envers la politique politicienne et ne demande qu'une chose : l'application d'un vaste programme de réformes qui soit en mesure de remettre la nation sur les rails.

Ce consensus autour de la nécessité de réformer ne sera jamais remis en cause par la suite. Il explique la stabilité politique retrouvée, que confirme l'allongement de la durée des mandats, mais aussi la continuité des efforts dans les domaines des réformes structurelles et de la stabilisation macroéconomique alors que l'alternance politique amène au pouvoir de nouvelles équipes⁷. Au demeurant, la classe politique toute entière s'adapte à la nouvelle donne : le PSB prend une orientation social-démocrate ; l'UDF s'inspire des chrétiens-démocrates ; les nombreux nouveaux partis proposent, en règle générale, des programmes de réformes et non un retour au passé.

Le changement de contexte intérieur a changé la donne internationale. Les forces extérieures, représentées par le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque mondiale, l'Union européenne, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et les investisseurs étrangers, ont vite favorablement accueilli les nouvelles orientations. Du coup, la Bulgarie pouvait renouer avec sa tradition historique de nation gravitant autour d'un centre puissant. En s'alignant sur l'Occident, elle disposait d'une direction programmatique et stratégique ferme et pouvait entamer un processus cohérent de transformations systémiques et structurelles au service d'une finalité bien spécifiée, comprise et acceptée par tous. Autrement dit, la transition bulgare a pu vraiment démarrer quand le consensus social a rencontré la perspective raisonnable d'une intégration réussie dans le camp occidental, principalement l'Europe. Contrairement aux autres PECO qui ont cherché à intégrer l'UE une fois leur programme de réformes conforté, la Bulgarie a du mener de front à la fois sa transition vers le capitalisme et sa marche vers l'intégration.

L'aide du FMI a été décisive pour remettre à flot l'économie. Il faut à cet égard écarter un malentendu sur son rôle. On considère généralement que, échaudé par les échecs des interventions passées basées sur le triptyque "stabilisation – privatisation – libéralisation", le FMI se contente désormais de fournir une assistance technique, purement instrumentale, et évite de s'engager sur les questions systémiques posées par la transition. C'est inexact en ce sens que la stabilisation macroéconomique suppose toujours un environnement institutionnel adéquat. En Bulgarie, elle n'aurait pas été possible sans une transformation profonde de la configuration institutionnelle. La "patte" du FMI se retrouve ainsi dans les réformes du système bancaire et financier et les réformes fiscales.

Proposée au titre de condition non négociable pour avoir accès à de nouveaux crédits, l'instauration d'un régime de Caisse d'émission a été en fait imposée unilatéralement par le FMI dès juillet 1997. Le taux de change nominal du lev devient alors fixe contre le Deutsche Mark puis, en 1999, contre l'euro, au taux de quasiment deux leva. La monnaie nationale continue de circuler mais l'émission de monnaie par la BNB est – théoriquement – entièrement gagée sur les réserves en devises, autrement dit, la somme des soldes de la balance courante et de la balance des capitaux. Dans ce cadre, la banque centrale n'émet de la monnaie nouvelle que si elle a la capacité d'acheter des actifs étrangers et, en conséquence, perd le contrôle de la politique monétaire domestique puisqu'elle n'a plus la possibilité de refinancer et est écartée des opérations d'open market. Ce régime de change extrêmement strict, plus contraignant que le système de changes fixes, ne se justifiait guère dans le cas bulgare. La théorie des zones monétaires optimales enseigne qu'il soit adossé à un environnement économique particulier dans lequel les chocs d'offre et de demande sont symétriques entre le pays ou la zone de référence et le pays choisissant la Caisse d'émission. Or les structures économiques de la Bulgarie étaient loin d'être similaires à celles de l'Allemagne en 1997 ou de la zone euro en 1999. En réalité, la mise en place d'une Caisse d'émission a répondu à des considérations politiques. Il s'agissait de mettre en place une discipline macroéconomique, avant tout monétaire puisque c'est à ce niveau que les mécanismes vicieux étaient les plus patents. En clair, il fallait museler la classe politique et ses politiciens irresponsables, prêts en toute occasion à profiter du pouvoir de créer de la monnaie. En termes modernes, on dirait que l'ancrage nominal externe a pour vertu de crédibiliser la politique de la Banque centrale : la fixité du change et la création de monnaie nouvelle sur la base des seules réserves de change incitent les agents économiques à modérer les hausses de prix (prix des produits pour les firmes et salaires pour les travailleurs), ce qui contribue précisément à stabiliser le taux de change. Encore faut-il que la Banque centrale reste inflexible, faute de quoi sa crédibilité est remise en question et les agents spéculent sur des entorses aux règles. La BNB n'a jamais failli aux principes de la Caisse d'émission depuis sa mise en place, retrouvant par là la crédibilité que le corps économique et la société civile appelaient de leurs vœux.

Le corollaire obligé du nouveau régime de change a été la réorganisation en profondeur du système bancaire et financier. La crise de 1996-1997 l'a laissé exsangue et il convenait de le reconstruire totalement, en tenant compte de la nouvelle donne monétaire. L'accent a donc été mis sur les aspects institutionnels, et d'abord en instaurant une autorité de surveillance. Cet organisme s'est chargé de restaurer la confiance du public en imposant plusieurs mesures visant à éliminer les risques propres à la profession. Des règles prudentielles de gestion ont

⁷ L'arrivée au pouvoir du MNSII – Mouvement National de Siméon II – en 2001 n'a pas remis en cause en cause les grandes orientations prises en 1998. La coalition au pouvoir issue des élections du 25 juin 2005 s'est engagée à poursuivre la stratégie d'intégration dans l'UE.

...Bulgarie : une intégration à l'arraché... suite

été édictées ; leur suivi a contraint les banques à publier leurs comptes ; un système d'incitations et même de menaces a été mis au point⁸. En outre, pour casser les pratiques antérieures de financement automatique de leurs déficits, les grandes entreprises d'État les plus pathologiques ont été, selon la terminologie officielle, "isolées financièrement", c'est-à-dire exclues en pratique du circuit bancaire. Elles doivent désormais se tourner vers leur autorité de tutelle, l'État, qui n'accorde des subventions que sous condition de performance. La reconfiguration du système bancaire et financier a assaini la profession – les établissements douteux ont ainsi été fermés - et la rupture avec les entreprises publiques a eu pour effet d'accélérer la restructuration du secteur public, par réadaptation aux conditions de marché ou par liquidation des canards boiteux.

Les grandes réformes fiscales voulues par le FMI, la Banque mondiale ainsi que l'UE, visent à remettre à flot les comptes publics à court et long termes. A court terme, les efforts ont porté sur les recettes : l'unification de l'impôt sur le revenu et la simplification de la fiscalité des entreprises ont pour finalité d'abaisser la fiscalité, et la perte de ressources conséquente est largement compensée par une réorganisation efficace de la collecte. A long terme, la logique des dépenses publiques se fonde sur le reflux, avec en ligne de mire l'élimination, du subventionnement automatique des pertes du secteur public, mais aussi sur le désengagement des pouvoirs publics de la protection sociale, en particulier dans les domaines des retraites et de la sécurité sociale.

Le dernier grand volet des réformes bulgares concerne le processus de privatisation de l'économie. Les blocages et obstacles sociaux antérieurs étant levés, les pouvoirs publics ont pu lancer un vaste programme de ventes d'actifs publics à grand renfort de publicité, en particulier vers les investisseurs étrangers. Entre 1997 et 1999, les transferts de propriété, prenant la forme de privatisations commerciales ou de privatisations de masse, ont été intenses et de nombreuses acquisitions par des compagnies étrangères de fleurons de l'industrie et de la banque ont marqué l'opinion publique. La vitesse de la transition est ici particulièrement perceptible : en 1996, les firmes d'État représentaient 67,1% des ventes totales et 83,8% des ventes de produits manufacturés ; en 2001, elles ne représentaient plus que respectivement 20,3% et 8,4%. L'internationalisation des structures productives bulgares s'est enclenchée dans le même temps : en 1996, les firmes sous contrôle étranger représentaient 4,4% des ventes totales et 3,3% des ventes de produits manufacturés ; en 2001, elles représentent respectivement 18,1% et 22,9%. Le secteur privé domestique reste dominé par des grandes firmes, surtout dans l'industrie, et remédier au déficit structurel de PME dans le secteur tertiaire est un défi que la Bulgarie a inscrit sur son agenda de réformes à venir.

En réformant en profondeur son système productif, monétaire, financier et étatique, la structure économique bulgare dispose des principaux attributs d'un pays fermement engagé sur la voie d'une transition réussie vers le capitalisme. L'autorité du FMI a été une condition nécessaire de telles transformations, mais il revient à l'Union européenne de poser les conditions suffisantes.

Il est clair que des facteurs géostratégiques ont joué un rôle déterminant pour désigner la Bulgarie comme un partenaire de choix de l'UE : dans la région hautement instable des Balkans, ce pays a incarné et incarne pour l'entité européenne une zone de paix et de stabilité indéniable. La Commission a entamé les négociations d'accession en 1999, et l'ouverture de la procédure en mars 2000 a été interprétée comme un signal fort, favorable à une intégration rapide. Du coup, la Bulgarie disposait d'une perspective crédible d'insertion au sein d'une entité économique majeure, capable de lui fournir des perspectives claires sur ses orientations économiques. Elle s'est engagée dans un double processus de transition – intégration. Cette dynamique singulière a généré des mécanismes vertueux puisque tout progrès dans la transformation institutionnelle et structurelle améliorait les chances d'intégration et toute clôture d'un des 30 chapitres de l'acquis communautaire améliorait sensiblement la qualité des institutions. La course à l'accession s'est faite à l'arraché, en bouleversant, pour cause d'harmonisation européenne, des pans entiers de la législation et de la réglementation ainsi qu'en remodelant le fonctionnement des institutions publiques et le mode opératoire des cadres supérieurs de la fonction publique qui, au contact de leurs homologues européens, ont acquis de nouveaux savoirs, qualifications et comportements. Et ces efforts continus ont non seulement propulsé en l'espace de quatre ans la Bulgarie dans le camp des membres de droit de l'Union européenne mais aussi ont permis d'améliorer très sensiblement la situation économique. Adossés à une configuration institutionnelle cohérente, les fondamentaux macroéconomiques se sont vite redressés pour donner naissance à une trajectoire de croissance régulière.

L'amélioration la plus spectaculaire concerne les variables nominales et souligne le plein succès de la nouvelle donne monétaire et fiscale. L'inflation a été jugulée dès 1998, et avec elle les anticipations inflationnistes : l'indice des prix à la consommation et le déflateur du PIB, qui avoisinaient 1000% en 1997, sont ramenés respectivement à 16,7% et 26,7% en 1998, puis ne cessent de diminuer pour s'établir dans la fourchette 2-6%. Depuis 2000 ; le déficit public est contenu à moins de 1% du PIB, niveau que bien des pays membres de la zone euro, soumis aux critères de Maastricht, ne parviennent pas à atteindre.

⁸ La sévérité du code de conduite envers les banquiers peut être illustrée par cet exemple significatif : désormais, pour les abus avérés, le droit pénal est compétent.

Parallèlement, la dette publique recule continuellement, passant de 150% du PIB en 1996 à environ 50% en 2004. Pour certains observateurs, ces résultats encourageants tendraient à démontrer que l'économie bulgare est engagée sur une trajectoire de convergence nominale rapide et que son entrée dans la zone euro est envisageable à brève échéance.

Au niveau des variables réelles, le tableau 1 souligne que le trend baissier des années antérieures a fait place depuis la crise de 1996-1997 à une croissance régulière. Le PIB en volume, mais surtout le PIB par habitant et la productivité apparente du travail dans l'industrie augmentent en moyenne à des taux supérieurs à la moyenne européenne, sans être toutefois exceptionnels pour un pays en transition car ils tiennent compte de la récession manufacturière entraînée par la restructuration tardive des firmes d'État. La croissance est manifestement tirée par la reprise et l'accélération des investissements productifs, dont le rythme annuel moyen avoisine 20% depuis 1998. Cette forte accumulation du capital, qui concerne le secteur industriel et dans une moindre mesure les services, est financièrement reliée au retour en force des investisseurs étrangers, confiants dans les perspectives nouvelles offertes par l'économie bulgare, et l'assainissement du système bancaire et financier, pratiquement passé sous contrôle étranger. La demande de consommation privée est repartie à la hausse avec la hausse des revenus réels induite par la croissance. Il en va de même pour la consommation et l'investissement publics : l'efficacité accrue de la collecte fiscale s'est conjuguée avec un élargissement de la base fiscale causé par la reprise économique pour accroître les recettes de l'État ; comme la dette publique s'est réduite et que les taux d'intérêt ont fortement reculé, la part et la masse du service de la dette dans le budget ont fortement baissé au profit des dépenses publiques non financières. Par contraste, le solde commercial freine structurellement le dynamisme économique. La Bulgarie a opéré un recentrage géographique de son commerce extérieur vers l'UE,

réalisant en 2003 près de 70% de ses exportations et un peu moins de 60% de ses importations avec l'UE à 25, mais la réorientation par produits reste lente et peu attractive. Aujourd'hui encore, la spécialisation internationale de l'économie bulgare, tournée vers des marchés traditionnels, demeure tributaire de l'héritage socialiste alors que ses besoins en produits étrangers se multiplient et se diversifient pour cause de restructuration. Le tableau 2 confirme sur la période récente l'internationalisation rapide de la Bulgarie par l'augmentation du taux d'intégration (somme des exportations et des importations rapportée au PIB), consécutive à une vive croissance des exportations et des importations. Cette tendance s'est faite au prix d'une dégradation inquiétante de son solde commercial, dont la soutenabilité n'est assurée à court terme que par les entrées importantes de capitaux internationaux. Le redéploiement des activités économiques sur les marchés mondiaux est un immense chantier auquel la Bulgarie doit s'atteler dans les années à venir, faute de quoi la contrainte extérieure risque de remettre en cause la nouvelle trajectoire de croissance. Pour l'heure, la seule perspective est de conserver ses positions et de capter de nouveaux marchés en mettant en avant des avantages de compétitivité-prix, stratégie bien connue des PECO qui implique la modération salariale et la recherche incessante de gains de productivité, quitte à laisser filer le chômage.

En dépit d'un déficit commercial préoccupant et d'un taux de chômage élevé alimentant une économie grise, le bilan macroéconomique est globalement favorable. Des signes encourageants d'amélioration de la situation sociale se multiplient tels que le développement du crédit à la consommation et la restructuration des dépenses des ménages vers la norme occidentale de consommation. Tranchant avec les difficultés sans nombre de la période précédente, ils suggèrent non seulement que la transition bulgare a trouvé la voie du succès mais aussi qu'elle touche à sa fin.

Tableau 2
Commerce extérieur bulgare (1999-2004)

	Exportations (FOB)	Importations (CAF)	Exportations + Importations (% du PIB)	Solde commercial (% du PIB)
1999	3733,7	4741,4	34,8	-8,3
2000	5253,1	6533	42,9	-9,4
2001	5714,2	7492,6	43,5	-11,7
2002	6062,9	7754,7	41,8	-10,2
2003	6668,2	8867,8	43,9	-12,5
2004	7993,9	10711,8	48,1	-14

Source : Bulgarian National Bank. Toutes les données brutes sont en millions d'euros. Rappelons que le taux de change du lev contre l'euro est fixe depuis 1999 (1,956 lev=1 euro).

...Bulgarie : une intégration à l'arraché... suite

CONCLUSION

La crise de 1996-1997 a permis à la Bulgarie de rompre avec la trajectoire chaotique empruntée après sa révolution, qui était similaire, au fond, à celle de la plupart des anciennes républiques de l'URSS. Largement légitimé par le consensus national, l'ancrage sur le monde occidental s'est fait suivant deux modalités. D'une part, la Bulgarie a pu donner une direction ferme à sa transition, assez comparable à ce que les PECO, avec à leur tête le groupe de Visegrad⁹, avaient entrepris dès 1990. L'objectif de devenir une économie capitaliste a requis un programme cohérent de réformes institutionnelles et structurelles requalifiant les fonctions et les rôles du système bancaire et financier, de l'État, des secteurs privé et public, des marchés - y compris celui du travail - et des prix - y compris les salaires. D'autre part, la Bulgarie a simultanément entrepris les démarches pour intégrer l'UE. En pratique, elle a importé en bloc les orientations et directives de l'acquis communautaire en s'imposant des délais très courts puisque l'ouverture des négociations d'accession a démarré officiellement en février 2000 et le Conseil européen en a décidé la clôture dès décembre 2004, fixant au 1^{er} janvier 2007 la date d'intégration.

Sur le papier, la Bulgarie a le profil d'un membre de l'UE : textes législatifs et réglementaires sont grosso modo conformes aux exigences européennes. Toute la question est aujourd'hui de savoir s'ils sont appliqués ou même applicables compte tenu des spécificités de la transition bulgare et des comportements économiques et sociaux hérités de la période socialiste et de la phase du "no reform". Bien des voix, bulgares et étrangères, doutent que la transition soit achevée à ce jour pour la raison que les transformations institutionnelles restent incomplètes et que la rapidité formelle du processus n'a pas trouvé sa contrepartie dans le renouvellement des comportements. Ces deux arguments ne sont pas sans valeur, mais aucun ne permet cependant de remettre en cause l'intégration de la Bulgarie.

L'incomplétude des réformes est un argument récurrent quand il s'agit des PECO. Il a été développé ad nauseam lors du grand élargissement, particulièrement pour la Pologne et la Slovaquie¹⁰. Dans le cas bulgare, il est clair que l'institution judiciaire et le fonctionnement des administrations publiques doivent être améliorés, ne serait-ce que pour améliorer l'environnement juridique des contrats, lutter efficacement contre les activités illégales et enrayer la corruption. Ces problèmes ont leurs racines dans un passé récent, ne sont nullement des stigmates typiquement bulgares et, si prégnants soient-ils aujourd'hui, il ne fait guère de doute qu'ils seront surmontés par l'adhésion. Devenir membre de l'UE donne en effet des droits mais implique aussi des devoirs, en tête duquel on trouve l'obligation de partager des valeurs essentielles communes. Passer outre expose au rejet, à tout le moins

l'isolement ou la périphérisation, et le risque est en définitive de se voir privé des avantages attendus de l'intégration. La Bulgarie n'a donc pas le choix et doit poursuivre ses efforts. Désormais pleinement engagée sur la voie de l'adhésion, elle est contrainte d'en accepter toutes les dimensions, y compris celles qui conduisent à éradiquer au plus vite des comportements économiques et sociaux déviants afin de pérenniser les choix stratégiques globaux.

On ne saurait sous-estimer la capacité de la Bulgarie à continuer à progresser sur la voie de l'intégration européenne. Initiée tardivement par un choc, celui de la crise de 1996-1997, la stabilisation macroéconomique s'est accompagnée d'une reprise puis d'une croissance régulière du produit et des revenus. Certes la situation économique est loin d'être idéale puisque le chômage reste très important et le déficit commercial continue de se creuser, mais ce profil est le lot de nombreux PECO maintenant bien intégrés dans l'UE. Le bilan global reste largement positif, est ressenti comme prometteur par la population et permet au pays d'anticiper la fin de la transition. Dans un tel contexte, le choc de l'adhésion est de nature à doper la trajectoire économique et sociale bulgare en un sens précis qu'espère toute la nation : la convergence vers les standards européens.

Bibliographie

Chavance Bernard et Eric Magnin (2004), "Transformation systémique et intégration européenne dans les pays post-socialistes d'Europe, 1989-2004", in *Les incertitudes du grand élargissement. L'Europe centrale et balte dans l'intégration européenne*, L'Harmattan.

Dimitrov Dimitar, Dobrinski Rumen, Dochev Nasko, Kolarova Romyana, Markov Nikolay et Nikolov Boyko, (2004), *Understanding Reform : A Country Study for Bulgaria*, Centre for Economic and Strategic Research.

Draganova-Madeleine Evguenia, (2004), *La Bulgarie face à l'Europe : de la transition à l'intégration*, L'Harmattan.

Koleva Petia, (2004), *Système productif et système financier en Bulgarie : 1990-2003*, L'Harmattan.

Ragaru Nadège, (2005), *Bulgarie 2004-2005, désillusions et désordres politiques*, Le courrier des pays de l'Est, La documentation française, n°1050, pp. 34-54.

⁹ Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie.

¹⁰ Peu avant le grand élargissement de 2004, une littérature extrême développait l'idée que l'intégration de ces pays équivalait à une ... désintégration de l'Europe.

L'effondrement du marché du travail bulgare

Maryline Dupont-Dobrzynski¹

Laboratoire MEDEE. Faculté de Sciences Économiques et Sociales. Université des Sciences et Technologies de Lille.



Au cours des sommets de Lisbonne et de Stockholm l'Union européenne a avancé une nouvelle définition du plein emploi en retenant, à l'horizon 2010, les objectifs suivants : 70 % de personnes en emploi dans la population totale de 15 à 64 ans, 60 % dans la population féminine de 15 à 64 ans et 50 % dans la population totale de 55 à 64 ans. Ces cibles doivent être intégrées par chacun des Etats membres, compte tenu de leur situation respective. La Bulgarie, ancienne économie socialiste et pour qui la transition s'est révélée particulièrement difficile, en est très éloignée. En 2004, le taux d'emploi global ne se hisse qu'à 54,2 %, à un niveau distant de 15,8 points de l'objectif de Lisbonne. Les indicateurs relatifs aux femmes et aux seniors présentent des caractéristiques similaires. La proportion de femmes exerçant une activité professionnelle, 50,6 %, est en dessous de 9,4 points de l'objectif européen. La part des seniors en emploi est aussi très alarmante, 32,5 %, soit 17,5 points en deçà de la cible.

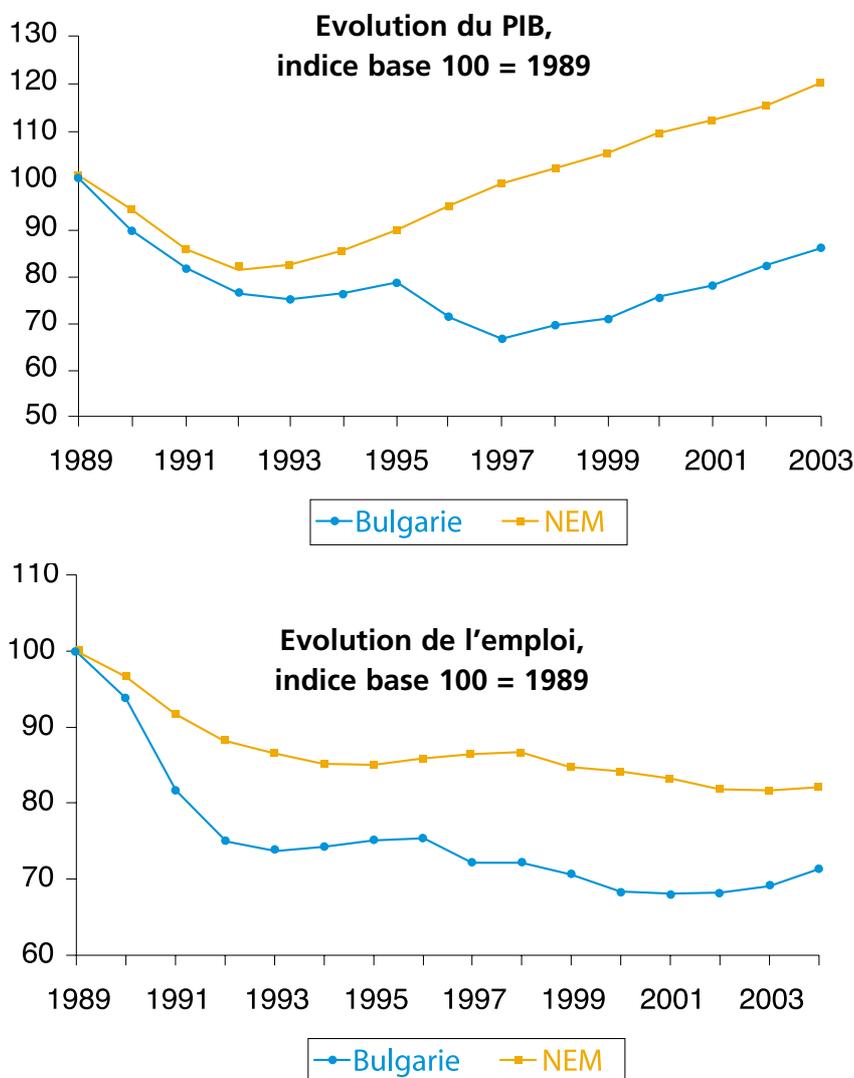
La faiblesse de ces performances est bien sûr la traduction immédiate du processus de transformation économique bulgare au cours duquel les licenciements ont été dramatiquement élevés. Il est clair que le pays ne pourra pas satisfaire les objectifs européens à court et moyen terme. Mais la difficulté ne réside pas seulement dans le fait que le système productif, en pleine restructuration, ne soit pas capable de créer autant d'emplois qu'il le faudrait. Elle provient aussi de ce que l'offre de travail a répondu à la chute massive de l'emploi par des ajustements néfastes. L'étude de ces ajustements met en évidence un certain nombre de déficits et révèle des points de blocage liés à des phénomènes structurels que la Bulgarie, impuissante, a laissé s'installer.

Une chute massive de l'emploi

Le niveau des taux d'emploi bulgare est la résultante immédiate des conditions dans lesquelles s'est effectué le processus de transition depuis le début des années quatre-vingt-dix. La trajectoire bulgare se différencie nettement de celle empruntée par les Nouveaux Etats Membres (NEM) issus du socialisme² qui ont intégré l'Union

européenne en 2004. Le niveau de l'emploi a accusé avec plus d'intensité qu'ailleurs les contrecoups entraînés par le passage à l'économie de marché. Cette caractéristique découle directement de la manière chaotique avec laquelle ce pays a géré sa transformation systémique.

Graphique 1 Les performances réelles bulgares comparées à celles des NEM



Source : Groningen Growth and Development Centre and the Conference Board, Total Economy Database, August 2005, <http://www.ggdc.net> ; calculs de l'auteur.

¹ MEDEE : 59655 Villeneuve d'Ascq Cedex. Courriel : maryline.dupont-dobrzynski@univ-lille3.fr
Cet article s'appuie sur une recherche supportée par le programme d'action intégrée EGIDE-Rila et menée conjointement avec l'Institut d'Économie de l'Académie des Sciences de Bulgarie et la filière francophone de l'Université de Sofia.

² Dans la suite du texte et dans les graphiques, on désignera par NEM les huit pays d'Europe centrale orientale ayant intégré l'Union européenne en 2004.

...L'effondrement du marché du travail bulgare... suite

Par rapport aux NEM, la Bulgarie a connu une récession transitionnelle beaucoup plus intense. Le graphique 1 révèle que l'effondrement de l'activité a pris plus d'amplitude qu'ailleurs. D'une part le PIB a chuté plus profondément, d'autre part la durée de la récession a été plus longue : on ne constate des signes de reprise qu'à partir de 1994 alors que la récession s'est terminée en moyenne un an plus tôt pour les NEM. En conséquence, les pertes d'emploi occasionnées par les licenciements massifs ont été largement supérieures à celles qui ont été subies en début de période par les NEM. De 1990 à 1993, l'économie bulgare a perdu environ 1,2 millions d'emplois, soit en termes relatifs une chute de plus de 26 %.

Le décrochage des indicateurs bulgares doit également être attribué au retard accumulé dans les restructurations et la mise en place des réformes institutionnelles. Au-delà de la récession transitionnelle, qui fut le lot commun de tous les pays en transition, le marché des biens et services et le marché du travail ont payé le coût de la résistance politique aux changements. La crise financière de 1996 a cassé la reprise de la production et de l'emploi qui s'était amorcée à partir de 1994 et a provoqué un nouveau retournement à la baisse. Plus profondément, cette seconde récession sanctionne l'attribution des pouvoirs politiques dans la mise en place des institutions de l'économie de marché³. Ce n'est qu'à partir de 1997 que la Bulgarie s'engage dans une réelle transformation systémique. L'accélération des réformes permet au pays de rompre avec sa trajectoire antérieure. Le graphique 1 montre nettement la cassure de 1997 sur l'évolution du PIB. Mais l'amélioration du PIB intervient avec un décalage d'environ cinq ans par rapport aux NEM pour qui le redressement date en moyenne de 1993. L'impact sur l'emploi, quant à lui, est plus tardif puisque le niveau des embauches ne connaît d'augmentation que depuis 2001.

Un recul massif de la population active

Depuis le début des transformations systémiques, la Bulgarie a connu un véritable effondrement de son offre de travail. La population active, qui comptait 4 162 milliers de personnes en 1990 est tombée à 3 772 milliers en 1993 pour atteindre 3 279 milliers en 2004. Le marché du travail bulgare a donc perdu sur toute la période environ 21,2 % de ses ressources humaines. Les diminutions les plus importantes se sont opérées durant la récession transformationnelle : - 3,23 % en moyenne par an entre 1990 et 1993 ; elles se poursuivent à un rythme plus faible depuis : - 1,26 % en moyenne par an entre 1993 et 2004. La réduction de la population active bulgare résulte de la conjonction de deux causes : un déclin des générations en âge de travailler et un recul des taux d'activité. De 1989 à 2004, la population de 15 à 64 ans, qui constitue le vivier de l'offre de travail, a décliné d'environ 10 %. Cette contraction est la conséquence directe d'une évolution démographique défavorable :

sur la même période, le pays a perdu plus de un million cent mille habitants, soit 12,6 % de sa population totale. De plus, l'offre de travail a aussi fait les frais du repli du taux d'activité. Comme dans l'ensemble des pays en transition, le marché du travail a subi des ajustements en faveur du retrait de la population active. Le taux d'activité, qui était estimé à 86,3 % en 1990 est passé à 61,8 % en 2004, enregistrant une chute de 20,5 points sur la période. Le tableau 1, issu des données de l'Enquête sur la population active⁴, évalue l'influence respective du déclin démographique et du recul du taux d'activité. Il montre que ces deux facteurs ont contribué chacun de manière significative à la réduction de l'offre de travail. Ainsi, sur la variation de la population active enregistrée entre 1993 et 2004, (- 493 milliers), le déclin démographique intervient à hauteur de 45,8 % (contribution de - 226 milliers) et la baisse du taux d'activité intervient pour 54,2 % (contribution de - 267 milliers.)

Tableau 1
Déclin démographique et baisse du taux d'activité.
Les contributions à la variation de la population active (1993-2004)

Données annuelles	1993	2004
Population active en milliers (15-64 ans)	3 772	3 279
Population totale en milliers (15-64 ans)	5 672	5 306
Taux d'activité (15-64 ans)	66,5	61,8
Décomposition de la variation de la population active		1993-2004
Variation de la population active	- 493	
Contribution de l'évolution démographique	- 226	
Contribution de l'évolution des taux d'activité	- 267	

Sources : Enquête sur la population active, Institut national statistique bulgare et Eurostat, calculs de l'auteur.

le poids de l'émigration dans le déclin démographique

Le passage à l'économie de marché est intervenu dans un régime démographique récessif, déjà marqué par une baisse du taux de natalité depuis le début des années cinquante, une progression du taux de mortalité depuis 1965, un ralentissement et un vieillissement de la population. Mais ces particularités ont été accentuées depuis 1989. La montée de la précarité et de la paupérisation a contribué à limiter encore plus le nombre des naissances. Le taux de natalité a perdu 3,5 points entre 1989 et

³ Pour une analyse des errements de la transition bulgare nous renvoyons, dans ce numéro, à l'article de Bernard Dupont : "Bulgarie : une intégration à l'arraché."

⁴ L'Enquête sur la population active (Labor Force Survey), qui reprend la méthodologie de l'Organisation Internationale du Travail, n'a débuté en Bulgarie qu'en 1993. Ses résultats négligent en conséquence les premières années de la transition et minimisent l'ampleur de la chute de l'offre de travail, du déclin démographique et de la baisse du taux d'activité. Pour des raisons de continuité méthodologique le calcul des contributions à la variation de la population active est établi sur les données de cette Enquête.

2004 (Tableau 2). De son côté, la hausse du taux de mortalité s'est intensifiée : celui-ci a augmenté de 2,3 points sur la période. Dans ce domaine, la Bulgarie rencontre de graves difficultés : la mortalité est beaucoup plus élevée que dans les autres pays européens et elle est supérieure à celle enregistrée par les nouveaux Etats membres. Sont en cause ici la dégradation des conditions de vie et la détérioration de l'accès aux soins médicaux⁵. Les enfants en ont été les premières victimes : le taux de mortalité infantile a progressé au début de la transition pour culminer à 17,5 % en 1997. Bien qu'en diminution, il s'établissait encore à 12,3 % en 2003 alors que dans l'Union européenne il variait entre 3 et 9 %. A la suite de l'évolution différenciée de la natalité et de la mortalité, l'excédent naturel tendanciellement déclinant depuis le début des années cinquante est devenu négatif entraînant la diminution de la population. Dans le même temps, le processus de vieillissement s'est accéléré. La part des plus de 65 ans s'est alourdie, passant de 12,6 % en 1989 à 17,2 % en 2004. Le poids des moins de 15 ans est passé de 20,8 % à 13,8 % entre 1989 et 2004. Cette réduction est en soi alarmante car elle reconduit à moyen terme la contraction absolue de la population en âge de travailler et donc de l'offre potentielle de travail.

Tableau 2
L'évolution démographique de la Bulgarie
entre 1989 et 2004

Données annuelles	1989	2004
Population totale	8 877 000	7 761 049
Taux de natalité (pour 1000)	12,5	9
Taux de fertilité (pour 1000)	1,87	1,29
Taux de mortalité (pour 1000)	11,9	14,2
Taux d'accroissement naturel	0,6	-5,2
Espérance de vie (en années)	71,41	72,37
Age moyen de la population	36,1	41
Structure par âge de la population (en %)	100	100
Part des moins de 15 ans	20,8	13,8
Part des 15 à 64 ans	66,6	69,0
Part des plus de 65 ans	12,6	17,2
Ratio global de dépendance*	50,2	44,9
Bilan démographique	1989-2004	
Variation de la population	-1 115 951	
Nombre de naissances	1 145 601	
Nombre de décès	1 694 028	
Accroissement naturel	-548 427	
Migration nette	-567 524	

Sources : Année 1989 : UNECE Demographic Database, <http://www.unece.org>
Année 2004 : Institut national statistique bulgare.

* Le ratio de dépendance rapporte en base 100 la population en âge d'être inactive (les moins de 15 ans et les plus de 65 ans) à la population en âge de travailler (de 15 à 64 ans.)

Ces caractéristiques ont été démultipliées par l'importance des flux migratoires. La Bulgarie, à la suite de la montée de la pauvreté et de la déstructuration économique et sociale, a encaissé une fuite massive de sa population vers les pays occidentaux. Le bilan démographique, présenté dans le tableau 2, donne une approche de l'ampleur du phénomène. Le solde migratoire explique un peu plus de la moitié de la baisse de la population enregistrée entre 1989 et 2004. Sur la diminution de 1 115 951 personnes, 567 524 proviennent de la migration nette, soit 50,9 %, et 548 427 sont imputables au mouvement naturel, soit 49,1 %. De plus, on notera que cette évaluation ne donne pas toute l'étendue des conséquences de la migration. En particulier, parce qu'elle touche essentiellement des personnes jeunes, les deux tiers des migrants ont entre 10 et 39 ans⁶, l'émigration de la population exerce un effet endogène sur les comportements démographiques globaux. Elle renforce la baisse de la natalité, la chute de l'excédent naturel et le déclin de la population. Elle participe à la réduction de la population en âge de travailler. Cette perte est très grave pour la Bulgarie car la mobilité concerne des personnes qualifiées et contribue à l'appauvrissement qualitatif de l'offre de travail. L'évolution démographique de la Bulgarie fournit un contexte défavorable aux perspectives économiques du pays. Jusqu'à présent, le taux de dépendance a baissé puisque la charge de la montée des plus âgés a été largement compensée

par la baisse des plus jeunes. Mais, les projections démographiques montrent que le processus de vieillissement est amené à s'accroître à long terme. La proportion des plus de 65 ans devrait atteindre 25,6 % en 2030 et 33,5 % en 2050, celle des moins de 15 ans devant se stabiliser à 11 % en 2030 et 11,5 % en 2050. Selon ces prévisions, le ratio de dépendance est amené à remonter et devrait atteindre les niveaux de 57,7 en 2030 et de 81,9 en 2050.⁷ Ainsi, la charge des inactifs portant sur la population en âge de travailler est amenée à s'appesantir.

⁵ "Joint Memorandum of Social Inclusion of the Republic of Bulgaria", Commission européenne, 2005.

⁶ "EU Enlargement and its impact on the Social Policy and Labor Market of Accession and Non-accession countries",

⁷ Source : Eurostat : base de données sur la population et les conditions sociales et Statistiques en bref, Population et conditions sociales, n°3/2006.

Eurostat établit les projections de population sur la base de différents scénarios tendanciels portant sur l'évolution future des variables démographiques. Le calcul du ratio de dépendance pour 2030 et 2050 reprend les hypothèses de la "variante de base" qui présente un scénario intermédiaire entre une "variante haute" et une "variante basse". Les prévisions sont plus pessimistes à long terme pour la Bulgarie que pour l'Union européenne. Ainsi, toujours selon les mêmes hypothèses, le ratio de dépendance de l'UE-15 est estimé à 64,2 en 2030 et à 77 en 2050.

...L'effondrement du marché du travail bulgare... suite

Les formes de repli de l'activité

Avec un taux global d'activité de 61,8 %, la Bulgarie se situe nettement en deçà des performances de l'Union européenne. Le tableau 3 témoigne de la dimension des difficultés bulgares : les déficits les plus importants concernent plus les hommes que les femmes et, selon l'âge, les deux extrémités de la vie active : les jeunes de 15 à 24 ans et les seniors de 55 à 64 ans. Le repli de l'activité a été orchestré par les politiques bulgares d'intervention sur le marché du travail. Ainsi, la restriction de l'offre d'emploi des seniors est associée aux politiques de sorties du marché du travail. Celles-ci ont été utilisées comme forme de régulation du chômage. Leur objectif était de drainer hors de la population active une partie de la main d'œuvre touchée par les licenciements. Toutefois cet ajustement, caractéristique des ex-économies socialistes au cours de leur phase de transition, s'avère à long terme inefficace et contre-productif, ce d'autant que la population vieillit.

L'exclusion du marché du travail résulte aussi de l'organisation des politiques de prise en charge des chômeurs. Depuis le début des années quatre-vingt-dix, la Bulgarie a institué et orienté son mode d'indemnisation du chômage dans un sens conforme à la théorie du "filet de sécurité" véhiculée par les institutions internationales (Banque Mondiale et Fonds Monétaire International). Les arrangements institutionnels mis en place articulent un régime d'assurance universel et un régime d'assistance sous condition de ressources. Le régime d'assurance porte sur la définition des prestations chômage. Celles-ci ont évolué vers un durcissement de leurs conditions d'attribution : conditions d'éligibilité portant sur la durée des cotisations et conditions d'indemnisation portant sur la durée et le montant des prestations. Le régime d'assistance substitue aux prestations chômage, pour une partie des chômeurs en fin de droit, des soutiens monétaires ou matériels selon le principe du ciblage vers les populations les plus démunies. Les chômeurs bulgares ont expérimenté cette modalité de

Tableau 3
Les taux d'activité bulgares en 2004, une comparaison avec l'UE

	Bulgarie	UE-25	Ecart
Taux d'activité global (15-64 ans)	69,7	69,7	-7,9
Hommes (15-64 ans)	77,5	77,5	-11,1
Femmes (15-64 ans)	62,0	62,0	-4,8
Taux d'activité par âge			
15-24 ans	45,1	45,1	-16,2
25-54 ans	83,6	83,6	-3,7
55-64 ans	43,9	43,9	-7,7

Source : Eurostat

soutien et en ont subi les conséquences : diminution de la part des chômeurs indemnisés, basculement dans le régime d'assistance pour les bénéficiaires justifiant de ressources insuffisantes et retrait du marché du travail. Les formes prises par le régime de protection ont ainsi servi à dégraisser le marché du travail en canalisant une grande partie des chômeurs vers l'inactivité. Fait notable qui mérite d'être signalé : l'Union européenne, qui plaide en général pour une "modernisation" des régimes de protection et la mise en application de limitations dans les règles d'assurance chômage, a elle-même jugé excessives les formes de traitement des chômeurs bulgares. Dans l'expertise du marché du travail menée dans le cadre de la préparation à l'adhésion et de la mise en place de la Stratégie européenne pour l'emploi, les experts européens ont signalé les méfaits de la restriction de l'indemnisation chômage qui ampute le marché du travail d'une partie de ses ressources humaines⁸. Ce faisant, l'Europe a placé dans l'agenda bulgare une priorité : celle de revoir de manière plus favorable les prestations chômage de façon à maintenir les sans emplois dans la population active⁹.

Autant de personnes découragées que de chômeurs

A la logique de retrait conduite volontairement par l'Etat bulgare se superpose un mouvement massif d'exclusion du marché lié au découragement d'une partie de la population en âge de travailler. Selon la définition de l'Organisation Internationale du Travail, l'ensemble des "découragés"¹⁰, classés comme tels dans l'Enquête sur la population active, comprend des personnes "qui souhaiteraient travailler mais qui ne recherchent pas d'emploi parce qu'elles pensent qu'il n'y en pas de disponible." La population découragée est assimilable à des demandeurs

⁸ Cette expertise est consignée dans le JAEP (Joint Assessment of Employment Priorities in Bulgaria).

⁹ L'insistance de l'UE sur cette question souligne la gravité du problème. On remarquera que, jusqu'à présent, la seule réaction visible du Ministère du Travail et de la Politique Sociale a été de retirer du domaine de l'information publique les statistiques d'indemnisation du chômage. Celles-ci ont en effet "disparu" du site internet des Services Publics pour l'Emploi. Certains interpréteront cette attitude comme le signe de la persistance du mensonge et de la censure dans la culture et les pratiques de l'Etat bulgare.

¹⁰ Selon l'Organisation Internationale du Travail, la population inactive comprend les personnes qui n'étaient ni employées ni au chômage durant la période de référence de l'Enquête. Cette population est composée de personnes ayant fait valoir leur droit à la retraite, de personnes ne désirant pas travailler, des personnes désirant travailler recherchant un emploi tout en étant pas disponible pour l'occuper ainsi que des personnes désirant travailler sans rechercher d'emploi. Les personnes découragées font partie de cette dernière catégorie.

d'emploi désabusés qui renoncent à se présenter sur le marché du travail en raison d'une probabilité élevée de ne pas trouver d'emploi. Le tableau 4, construit à partir des données de l'Enquête, signale son importance en Bulgarie. En 2004, un peu moins de la moitié des inactifs n'avaient pas atteint l'âge de la retraite. Parmi eux, on compte 30 % de personnes désirant occuper un emploi sans pour autant en rechercher activement. Le découragement explique à plus de 75 % le défaut de présentation sur le marché du travail. Enfin, cette situation concerne plus les hommes dont le poids dans les catégories respectives des non retraités, désirant travailler sans rechercher d'emploi et découragés dépasse celui des femmes. Une autre façon d'apprécier l'étendue de cette forme d'exclusion est de comparer l'effectif des personnes découragées à celui des demandeurs d'emploi présents dans la population active. Le tableau 5 montre qu'en 2004 les découragés étaient aussi nombreux que les chômeurs. Ainsi, c'est la moitié des demandeurs d'emploi bulgares qui se trouve repoussée hors de l'offre de travail. Cette situation brouille la lecture des statistiques bulgares du chômage en leur ôtant toute crédibilité. En 2004, le taux de chômage n'était que de 11,9 %. Ce score, qui a fait l'objet de satisfecit de la part des décideurs politiques bulgares, ne donne absolument pas la mesure du sous-emploi et devrait être doublé pour traduire la situation réelle du chômage.

Située en dehors de l'offre de travail, à la frontière entre activité et inactivité, la population découragée rejoint celle des chômeurs. Toutefois l'une comme l'autre ne peuvent constituer des réserves potentielles d'offre de travail sur lesquelles le système pourra compter dans le futur. Ces deux catégories sont devenues inemployables car elles ne répondent pas aux nouveaux besoins en qualification de l'économie. Les restructurations en cours, la modernisation des équipements, la réorientation des échanges vers le marché européen, le réaménagement des activités et la tertiarisation bouleversent le profil des emplois et exigent des travailleurs un niveau de compétences de plus en plus élevé. Le renouvellement du facteur travail participe au redéploiement du système productif par le biais d'un mouvement conjoint d'embauches et de licenciements, les emplois créés différant sensiblement des emplois détruits. De ce processus de destruction/création résulte un filtrage de la main d'œuvre et une montée en qualification de la population occupée. La recomposition du facteur travail bénéficie aux personnes qui présentent les profils requis et rejette dans la trappe du non-emploi ceux dont les capacités se révèlent obsolètes. Enfin, l'étude de la composition démographique des deux populations révèle la gravité de la position des moins de 25 ans. Ceux-ci représentent 27 % des demandeurs d'emploi qui sont rejetés hors du marché du travail ; et dans cette tranche d'âge on note plus de découragés que de chômeurs. Avec 99 630 jeunes découragés, c'est près de 10 % des 15 à 24 ans qui se retrouvent dans l'abandon total, sans aide à la recherche d'emploi et sans formation. Cette situation découle de la difficulté présente des jeunes à s'insérer dans l'emploi dans le contexte des restructurations économiques. Mais elle illustre aussi l'indigence dans laquelle est tombé le système éducatif bulgare et son incapacité à retenir et à former les moins de 25 ans.

Tableau 4
Répartition de la population inactive bulgare de plus de 15 ans en 2004

Population	Population	Hommes	Femmes
Ensemble des inactifs :	100	100	100
non retraités	45,6	49,1	43,0
retraités	54,4	50,9	57,0
Inactifs non retraités :	100	100	100
désirant travailler sans rechercher d'emploi	32,0	35,3	29,3
recherchant un emploi mais non disponibles	0,1	0,1	0,1
ne désirant pas travailler	67,9	64,6	70,6
Inactifs non retraités désirant travailler sans rechercher d'emploi	100	100	100
découragés	77,4	80,5	74,3
en étude ou en formation	2,7	2,3	3,2
malades ou handicapés	2,6	2,9	2,3
raisons personnelles ou familiales	7,8	3,3	12,5
autres	9,5	11,0	7,7

Source : Enquête sur la population active, Institut national statistique bulgare, calculs de l'auteur.

Tableau 5
Découragés et chômeurs en 2004

	Découragés	Chômeurs
Ensemble (en milliers)	369,0	372,9
Répartition par sexe (en %)	100	100
Hommes	52,5	55,6
Femmes	47,5	44,4
Répartition par âge (en %)	100	100
15-24 ans	27,0	20,7
25-54 ans	62,1	70,3
55-64 ans	10,9	9,0

Source : Enquête sur la population active, Institut national statistique bulgare, calculs de l'auteur.

Ainsi, la montée de la pauvreté s'est également manifestée à ce niveau en poussant les familles à retirer les jeunes du système scolaire. De plus, la Bulgarie a longtemps laissé à l'abandon son système de formation initial sans l'adapter aux nécessités d'une économie de marché. Au lieu de procéder rapidement à des réformes, on a continué à délivrer des diplômes orientés vers l'insertion des jeunes dans des entreprises que les récessions et la privatisation avaient fait disparaître ! Contrairement aux autres économies en transition, la baisse du taux d'activité des jeunes n'est pas la conséquence directe de l'allongement de la durée des études et d'une amélioration de la formation. Cette situation laisse entrevoir de sombres perspectives pour ce qui est de la qualité future des ressources humaines bulgares.

CONCLUSION

Au-delà de l'intégration au marché unique, la Bulgarie attend de son adhésion la possibilité de consolider les conditions de sa croissance économique et d'entamer un processus de rattrapage. Celui-ci devrait permettre de hisser le niveau de vie

...L'effondrement du marché du travail bulgare... suite

de sa population aux standards européens et de retrouver le chemin du plein emploi. Le retard accumulé en terme de PIB par habitant ne pourra être comblé que si le système productif mobilise l'ensemble des facteurs qui conditionnent le niveau de sa croissance potentielle : l'accumulation du capital, les gains de productivité et la constitution d'un volant de main d'œuvre qualifiée. Ces facteurs sont fortement dépendants. Le montant des investissements et l'amélioration de l'efficacité productive sont liés au niveau et à la qualification de l'offre de travail. En particulier, l'attractivité à l'égard des investissements directs étrangers dépend de la capacité des régions d'accueil à offrir une main d'œuvre adaptée à l'installation et l'exploitation des nouveaux biens capitaux. En l'état actuel, le marché du travail bulgare

ne répond pas à ces attentes : recul de la population active, fuite des forces vives et qualifiées vers les pays occidentaux, repli des taux d'activité, déconnexion entre les qualifications offertes et demandées, développement de la trappe de non-emploi, abandon des jeunes et inertie du système éducatif. Les effets du démantèlement du système socialiste ont été aggravés par la paralysie des décideurs politiques. Resté en dehors du processus de réformes institutionnelles, le marché du travail a été considéré comme une variable passive accusant les conséquences de la transition. Ce faisant, les ajustements qui se sont opérés entravent le processus de rattrapage bulgare. A défaut de réformes structurelles rapides et profondes, la Bulgarie ne parviendra pas à se dégager de la trajectoire de périphérisation qui la guette.

Pourquoi les Bulgares se considèrent-ils pauvres ?

Evguénia Draganova-Madelaine¹

Membre du Laboratoire de Recherche sur l'Industrie et l'Innovation (Lab.RII).

Comment fait-on pour accumuler des richesses ? Pourquoi certains pays connaissent-ils la faim, alors que d'autres vivent dans l'opulence ? La richesse matérielle est liée à la création de biens et de services, qui nécessite que certaines ressources soient investies. Traditionnellement, ces ressources étaient la terre, le travail et le capital (appelés facteurs de production). Aujourd'hui, on les regroupe autour de la notion de capital : le capital naturel (terre et ressources naturelles), le capital technologique, le capital humain et le capital social. Des pays ayant des richesses naturelles et matérielles ainsi qu'un capital humain similaire parviennent à des résultats économiques différents. La qualité du capital social semble être la raison pour laquelle les pays comme l'Allemagne et le Japon, qui avaient perdu la Seconde guerre mondiale, ont pu se reconstruire et atteindre un niveau de vie élevé le temps d'une génération, alors que d'autres pays "vainqueurs" parvenaient difficilement à sortir de la pauvreté.

En Bulgarie, la question est d'actualité : le revenu bulgare moyen est plus de trois fois plus faible que le revenu moyen de l'UE. Selon des données de la Banque mondiale sur le RNB par habitant en PPA, le revenu du Bulgare moyen s'est élevé à 2 740 dollars américains en 2004. La Bulgarie se situe ainsi à la 88^e place parmi 206 pays et territoires. Par ailleurs, au regard de l'IDH (indice de développement humain), un rapport de l'ONU classe la Bulgarie à la 55^e place parmi 177 États et territoires. Les Bulgares s'interrogent alors : pourquoi sommes-nous plus pauvres que les pays d'Europe occidentale ? Pourquoi créons-nous beaucoup moins de richesses que les Occidentaux ? Les réponses peuvent être recherchées en partie dans les raisons qui ont permis à ces pays de devenir riches. Chaque explication qui suit peut être naturellement sujette à discussion car certaines

raisons évoquées peuvent être à la fois cause ou conséquence de la pauvreté en Bulgarie. Les causes elles-mêmes s'entremêlent également dans des combinaisons à effets complexes.

L'environnement économique

La première d'entre elles est **l'absence de liberté économique et la mauvaise qualité des services publics**. Des experts de la fondation canadienne "Héritage" calculent chaque année un indice de la liberté économique de 161 pays. Leur classement repose sur l'idée que la richesse et la prospérité des pays dépendent de leur liberté économique. Cette dernière exigerait principalement des marchés libres, un faible taux d'imposition, la non-intervention de l'État dans l'économie, la protection du droit de propriété et un minimum de régulations.

La Bulgarie se situe à la 52^e place du classement, tandis que les tigres asiatiques, l'Irlande (le "tigre celtique") et les pays Baltes se situent en tête du classement, ce qui expliquerait, selon ces experts, le miracle économique qu'ils ont pu connaître.

La mauvaise qualité des services (santé, enseignement, système judiciaire, sécurité, infrastructure etc...) a une influence directe sur la richesse d'un pays. Lorsque les Bulgares paient en moyenne plus de 41 % de leurs revenus à l'État sous forme d'impôts et d'assurances pour avoir en échange certains services qu'ils ne reçoivent pas convenablement (ils sont amenés à déboursier davantage pour se soigner, doivent avoir recours à des leçons particulières pour leurs enfants, ne peuvent pas faire confiance à la justice, ne voient pas leur sécurité assurée, subissent le mauvais état des routes, etc.), on comprend pourquoi ils se sentent bien plus pauvres que les Occidentaux. La mauvaise qualité de

¹ Université du Littoral Côte d'Opale (ULCO), Courriel : ELFFS@hotmail.com

ces services est également un frein à l'introduction des capitaux étrangers dans le pays.

Une autre raison possible de la pauvreté des Bulgares est la **lenteur de la transition**. Certains pensent que "la démocratie est un moyen qui garantit que nous ne serons pas mieux dirigés que nous ne le méritons."² Vu la manière dont la Bulgarie a été gouvernée pendant la période de transition d'un régime totalitaire vers la démocratie et l'économie de marché, et malgré les innombrables changements positifs du point de vue de la croissance du PIB, par exemple, nous pouvons affirmer que la Bulgarie se situe à peu près au même niveau qu'au début de la transition. Ceci est sans doute dû à l'absence presque totale de réformes du marché jusqu'à 1996, ainsi qu'à la lenteur relative de celles-ci après cette date. Le manque de transparence, l'intervention de l'État dans la vie économique, le retard dans la privatisation et la "démonopolisation" ont provoqué en Bulgarie des secousses financières, économiques et politiques graves, ainsi qu'à un retard notable du pays comparé aux "meilleurs" élèves de l'ancien bloc socialiste (pays Baltes, Slovénie, République tchèque, Pologne, Hongrie, Slovaquie) qui participent déjà à l'Union européenne. Si la privatisation et la démonopolisation avaient été réalisées dès les premières années de la transition lorsqu'il y avait des candidats-acheteurs prêts à payer des sommes importantes pour la plupart des grandes usines socialistes, beaucoup de personnes n'auraient pas perdu leur travail et la société n'aurait pas eu à régler les lourdes dettes (y compris de manière indirecte par le biais des subventions de l'État financées par les impôts) issues de la mauvaise gestion des monopoles.

Nous pouvons évoquer également la faible qualification de la main d'œuvre. Il est devenu évident que la distribution du savoir pendant l'époque communiste, qui se caractérisait par l'apprentissage par cœur de contenus divers et par le manque de discussion, n'a fait que remplir la mémoire des gens de faits inutiles (la plupart de ces faits étant déjà oubliés) plutôt que de développer le raisonnement et la créativité. Actuellement, selon le témoignage des entrepreneurs, l'éducation nationale bulgare continue à transmettre les traditions socialistes et s'avère inadéquate aux besoins du marché. L'insuffisance de main d'œuvre qualifiée et la présence d'un taux de chômage élevé en témoignent (le taux de chômage au 4^e trimestre de 2005 était de 9,9% de la population active)³. La majeure partie de la main d'œuvre en Bulgarie ne parle pas l'anglais, la langue des affaires. Et l'on considère que l'une des multiples raisons du miracle économique irlandais tient au fait que l'anglais est la langue maternelle. La plupart des Bulgares ont même oublié le russe, dont l'enseignement était obligatoire dans les écoles, et qui devenait inutile après 1989. Beaucoup de Bulgares, surtout issus des minorités ethniques, sont analphabètes et ne parviennent pas à trouver du travail. Par absence de qualification suffisante, une quantité non négligeable de la population bulgare est occupée dans la sphère traditionnelle de l'agriculture et dans d'autres productions à faible valeur ajoutée (textile, industrie lourde...). Dans certaines régions du pays, les pratiques de l'agriculture n'ont pas changé depuis le Moyen-âge. Le manque d'entreprises bulgares

d'importance internationale explique, en outre, la faiblesse des dépenses des firmes pour la recherche et le développement. La plupart des Bulgares ne possèdent ni ordinateurs ni le savoir-faire que leur utilisation exige. Ils n'ont pas non plus l'accès à l'Internet, ce qui est pourtant aujourd'hui indispensable pour participer pleinement à "l'économie du savoir".

Un autre facteur de pauvreté des Bulgares tient au **manque de ressources naturelles importantes**. La richesse de certains pays, comme la Norvège, le Koweït et l'Arabie Saoudite provient en grande partie de leurs richesses naturelles. Ceci dit, des pays ont pu prospérer sans posséder d'importantes ressources naturelles. L'un des exemples le plus éloquent est celui du Japon.

De plus, certains économistes contemporains bulgares^{4 5} pensent que la présence de ressources naturelles peut exercer des effets secondaires négatifs parce qu'elle rend, d'une certaine manière la population paresseuse, et elle est source de corruption. Les exemples à l'appui de cette thèse sont nombreux, la plupart d'entre eux concernent les pays africains. On peut tout de même supposer que les sociétés développées évitent les effets secondaires négatifs et tirent profit des ressources naturelles. Si la Bulgarie avait disposé de ressources pétrolières au moins pour satisfaire ses propres besoins de consommation, le pays n'aurait pas enregistré un déficit commercial chronique important (dû principalement à l'importation de pétrole russe). Le prix des carburants aurait été beaucoup moins élevé, ce qui aurait pu stimuler davantage l'envie d'entreprendre et d'accumuler des richesses.

L'histoire et la géographie

Nul doute que le lourd passé historique de la Bulgarie ait influé sur le retard de l'industrialisation du pays tant directement qu'indirectement (par exemple par les influences culturelles). Il s'agit surtout **du joug turc durant cinq siècles et des catastrophes nationales au début du 20^e siècle**.⁶

² Citation de George-Bernard Shaw, écrivain irlandais, fervent militant socialiste, la lecture de Marx est une véritable révélation pour lui.

³ Source : INS (Institut National des Statistiques), Bulgarie, Sofia, décembre 2005.

⁴ CAVDAROVA T. "L'économie informelle", éd. Lik, Sofia, 2001.

⁵ NONCEV A. "La corruption comme phénomène de société", Sofia, 2003.

⁶ En 1912, lassés de la cruauté ottomane (et poussés par la Triple-Entente qui souhaitait dresser une barrière entre l'Allemagne et la Turquie), la Serbie, la Grèce, le Monténégro, la Bulgarie forment l'Alliance balkanique et, le 18 octobre, déclarent la guerre aux Turcs. Grâce à l'armée bulgare, ceux-ci sont repoussés et doivent conclure, le 30 mai 1913 à Londres, un traité de paix. Par ce traité, les Turcs renoncent à toutes leurs possessions à l'ouest de la ligne Enos-Midia. La dissension s'installe chez les vainqueurs, notamment à cause du partage des anciennes possessions territoriales turques. La Bulgarie, ayant remporté le plus grand nombre de victoires et livré les plus durs combats, est aussi la plus épuisée militairement. Ses alliés de la veille font donc bloc contre elle. Pour éviter de se faire attaquer par surprise, le 23 juin 1913, Ferdinand I^{er} déclenche - sans déclaration de guerre préalable - les hostilités contre la Serbie et la Grèce. Mauvais calcul, car la Roumanie envahit le nord de la Bulgarie. De leur côté, les Turcs réoccupent les territoires qu'ils avaient dû céder par le traité de Londres. La Bulgarie est vaincue et, par le traité de Bucarest (1913), elle perd la plus grande partie de la Macédoine (partagée entre la Serbie et la Grèce), ainsi que la Dobroudja méridionale (annexée par la Roumanie). Seul un étroit couloir lui donne accès à la mer Egée. En 1915, pour récupérer ces territoires, le tsar bulgare s'allie aux puissances centrales. En octobre-novembre, la Macédoine "serbe" est libérée. Bientôt, le front bulgare s'étend du Siret (rivière roumaine) jusqu'au Vardar (fleuve macédonien). Le 18 septembre 1918, l'offensive de Franchet d'Espèrey perce les lignes bulgares à Dobro Polje. Les troupes se replient rapidement sur les anciennes frontières de la Bulgarie et Ferdinand doit signer l'armistice. Face à cette deuxième catastrophe nationale en dix ans de règne, aggravée par une famine dans le pays, les soldats retournent leurs armes contre le pouvoir et se dirigent vers Sofia : ils réclament que les gouvernants soient tenus pour responsables de la débâcle devant le peuple. Ferdinand est contraint d'abdiquer le 3 octobre 1918 en faveur de son fils. Celui-ci, Boris III, monte sur le trône d'une Bulgarie amputée de la majeure partie de la Macédoine, de la Thrace égéenne, de la Dobroudja méridionale, de la région autour de Stroumitsa. Appauvrie par le traité de Neuilly (27 novembre 1919) qui lui impose de payer d'énormes dommages de guerre, la Bulgarie traverse, jusqu'en 1941, une longue période de crise économique et politique sans précédent dans son histoire.

...Pourquoi les Bulgares se considerent-ils pauvres ?... suite

Pendant l'occupation des terres par l'empire ottoman, l'élite bulgare a été littéralement décimée et les paysans sont devenus la seule couche sociale bulgare. Au lieu de chercher à accumuler des richesses, les Bulgares luttent d'abord pour leur survie.

L'opinion largement répandue en Bulgarie dit que l'accès libre à l'immense marché de l'empire ottoman a pu créer de bonnes conditions commerciales pour les Bulgares. Mais les faits ont montré que la Bulgarie était restée, à la sortie du joug ottoman, un pays agricole pauvre et très en retard, comparée aux autres pays européens. Il manquait de gros propriétaires. La plupart des Bulgares luttent pour leur survie comme leurs ascendants depuis cinq siècles (14^e-19^e.) La modernisation du pays pendant la première moitié du 20^e siècle, après la libération, a été empêchée par deux catastrophes nationales évoquées précédemment, à cause de l'instabilité politique extrême et de fortes dissensions sociales. La raison du faible développement pourrait également être recherchée dans la mentalité des Bulgares. Beaucoup d'entre eux pensent que les responsables du destin des Bulgares sont les grandes puissances (ce qui a un rapport aussi avec la mentalité du pays).

Lorsque la Bulgarie s'est retrouvée sous l'influence de l'URSS, pour devenir un pays **socialiste**, son élite est également liquidée (physiquement et psychologiquement) par les Bulgares mêmes. La propriété privée est confisquée. Un modèle de direction économique centralisée est imposé et les mécanismes du marché totalement ignorés. La liberté individuelle durant la période socialiste signifiait en pratique la privation des citoyens du droit au choix tant par rapport à la vie économique que personnelle. Avec l'expropriation des terres, la population paysanne quitte les villages pour les usines et les logements collectifs en béton. Malgré l'industrialisation forcée, la plupart des Bulgares ne coupe pas ses liens avec la campagne et le petit bout de terre (lopin) dont elle dispose. Ainsi cette population continue de s'alimenter avec des produits et des conserves pour leur production personnelle. Le retard de développement du pays s'accroît. D'après l'analyse d'observateurs du FMI, la Bulgarie aura besoin d'environ 25-26 ans pour rattraper son retard dû à l'époque communiste si elle maintient un niveau de croissance proche de 5 % par an. Après 45 ans de régime totalitaire, le PIB par habitant est de 4000 dollars au lieu de 14 000 dollars, d'après cette même source⁷. Cela signifie que si la Bulgarie avait avancé au même rythme que les pays européens au début des années 1990, le revenu par habitant aurait été de 10 000 dollars plus élevé. A la fin de 1989, la Bulgarie est "sortie" du communisme avec une dette extérieure très importante, sans fonds de pensions de retraite, avec un certain nombre de productions non rentables, incapable de survivre dans les conditions d'une économie de marché, avec une décapitalisation de l'économie et une "sécurité sociale" hypothéquée. Pendant le communisme a causé les dégâts les plus importants sur la mentalité des gens avec l'endoctrinement forcé, les slogans de propagande du régime

affichés partout, la censure... dont l'impact est immesurable. La preuve la plus concrète des dégâts du régime communiste est l'Allemagne, où durant quelques décennies, deux modèles de gouvernance différents sont appliqués, totalitaire avec une économie centralisée en Allemagne de l'Est et démocratique avec une économie de marché en Allemagne de l'Ouest. Seize ans après la réunification de l'Allemagne, malgré la quantité importante d'investissements de l'ouest vers l'est, les habitants de l'Est continuent à avoir un niveau de vie moins élevé que celui de leurs compatriotes de l'Ouest.

Un autre facteur pour l'enrichissement d'un peuple est la **situation géographique** de l'espace occupé par le pays. La Bulgarie se situe à la périphérie de l'Europe, dans la péninsule balkanique explosive qui est encore associée aujourd'hui aux guerres et à la destruction matérielle et morale.

Il est certain que la situation géographique de la Bulgarie ne représente pas un obstacle à l'accumulation des richesses, mais a sans doute son importance. La Slovaquie, par exemple, proche géographiquement, est devenue membre de l'Union européenne. Certes, en Europe, les pays riches se trouvent le plus souvent à l'ouest et au nord, et les pays plus pauvres vers l'est et au sud. En se situant au sud-est, la Bulgarie est visiblement placée parmi les pays pauvres.

Les facteurs culturels

Le sociologue bulgare G. Ganev considère qu'il existe un lien direct entre la culture et la richesse. D'après lui, l'une des différences entre les cultures est liée à la transition d'une société industrielle à une société post-industrielle. L'avancée d'une société sur la voie de cette transition est rendue visible à partir des valeurs dominantes à l'intérieur de celle-ci.

La mentalité et la culture des citoyens peuvent ainsi exercer une grande influence sur la création de richesse et la prospérité. Des études réalisées par des sociologues⁸ tendent à montrer que la mentalité et la culture des Bulgares comparées à celles des pays développés représentent un obstacle à la prospérité et à l'accumulation de richesses en Bulgarie. On avance que les Bulgares font montre d'un **certain manque** de tolérance, de respect envers les autres, d'envie de progresser, d'assumer des responsabilités, d'esprit d'entreprendre, de discipline, d'amour propre, de pensée visionnaire... On regrette aussi chez les Bulgares, la **présence** d'esprit servile, de conformisme, de besoin d'une main forte, de négativisme, de mode de pensée patriarcal, de manque de confiance, de jalousie, d'ethnocentrisme, de complexe d'infériorité, de nostalgie pour le passé, de collectivisme... On croit déceler chez eux la **peur** du changement, d'assumer des risques, de l'avenir et de la liberté. Il en **résulte** le désespoir, la démotivation, la transgression des normes morales et juridiques,

⁷ D'après l'analyse de l'économiste Stanley FISCHER et ses collègues David BEGG et Rudiger DORNBUSCH.

⁸ R. INGLEHART et U. GENOV.

le manque ou la perte de l'habitude au travail ou de l'ambition, l'apathie, la passivité, la difficulté de travailler en équipe, la superficialité, le manque de sens de responsabilité.

En ce qui concerne **la religion orthodoxe**, elle représente aussi une partie de la culture bulgare qui a également de l'influence sur la richesse. Les faits tendent à montrer que les pays protestants sont plus riches, alors que les pays orthodoxes et islamiques plus pauvres. La plus grande diversité se trouve chez les catholiques – de pauvres, comme le Pérou et la République dominicaine, aux riches comme la France, l'Autriche et la Belgique. Le développement économique rapide des pays Baltes malgré un passé communiste (au sein de l'URSS) peut s'expliquer également par leur adhésion aux valeurs du protestantisme. Les pays orthodoxes, parmi lesquels la Bulgarie, se rétablissent le plus difficilement du retard subi à cause de décennies d'économie centralisée. Quant à la Grèce, qui est un pays orthodoxe, elle était le pays le plus pauvre de l'Union européenne avant son élargissement à l'est.

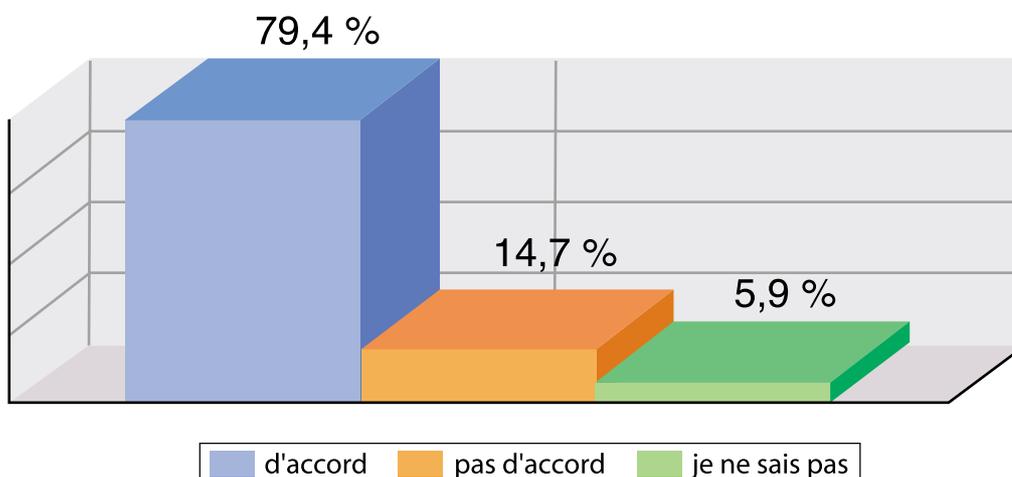
On considère que le protestantisme est davantage progressiste (du point de vue de la création de biens), comparé aux autres religions chrétiennes, grâce aux valeurs qu'il transmet, la différence du système des valeurs découlant de la différente interprétation de la Bible. Le protestantisme tolère les biens matériels et la richesse et ne les considère pas comme un vice alors que d'après la religion orthodoxe le riche entrera difficilement au paradis. Ce qui caractérise également la religion orthodoxe est sa sévère structure féodale qui, d'après les critiques, la rend rigide. À l'opposé, le protestantisme brise le modèle féodal. Les communautés protestantes se libèrent de la lourdeur administrative. Leur philosophie préconise davantage de liberté individuelle. Enfin, d'après la religion orthodoxe, toute la société occidentale est hérétique car elle ne véhicule pas le système des valeurs de Dieu, ce qui est "suspçonneux."

Par ailleurs, selon Max Weber, le défaut du catholicisme consiste dans le fait qu'il se concentre davantage sur le présent, alors que pour le protestantisme c'est le futur.⁹ Notons, cependant, que l'église orthodoxe n'a pas eu d'influence importante sur la population bulgare durant les 50-60 dernières années et que le pays figure parmi les États orthodoxes les plus riches.

Le pessimisme et le manque de confiance en soi témoignent qu'il existe un réel problème lié au capital social dont on ne parle que depuis les années 1970-1980. Ce qui le caractérise c'est qu'il est susceptible de rendre les "autres capitaux" plus efficaces ainsi que leur combinaison productive. D'après la Banque mondiale, ce capital concerne le lien interne social et culturel de la société, les normes et les valeurs qui dirigent l'interactivité entre les personnes et les institutions dans lesquelles elles se situent. Il s'agit donc des normes et des relations sociales sous-tendant la structure sociale des sociétés permettant aux individus de coordonner leurs actions pour atteindre des buts communs visés. La notion est souvent confondue avec celle de "capital humain" qui est en fait le capital de "compétence" constitué par la formation et l'expérience (ancienneté...) des travailleurs.

Selon l'étude "Eurobaromètre" parue en octobre-novembre 2004, portant sur la confiance accordée par les citoyens aux institutions gouvernantes (gouvernement, parlement, société civile et partis politiques), seulement 19 % des Bulgares accordent leur confiance aux institutions. La Bulgarie occupe l'avant-dernière place parmi les nouveaux États membres de l'Union européenne et les deux autres pays candidats, la Roumanie et la Croatie. Ce manque de crédit des institutions semble gêner la création, la réalisation et le développement des affaires. L'insuffisance de fonds financiers représente à son tour un obstacle à l'accumulation de capitaux issus des affaires, d'où un retard également dans la croissance économique.

Graphique 3 Les lois et la politique de l'Etat et du gouvernement ne font rien de ce que souhaite la population et dont elle a besoin



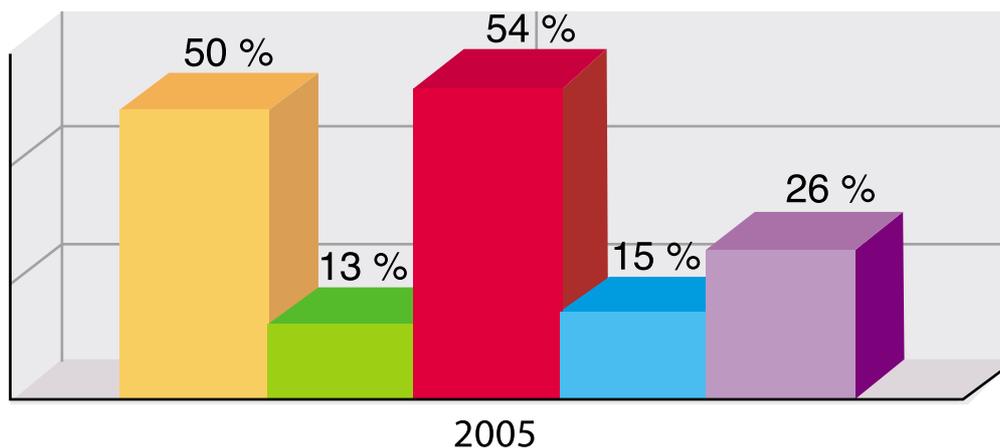
⁹ On considère aussi, par exemple, que le succès du Japon, des "tigres" asiatiques, ainsi que de la Chine, peut relever des valeurs du confucianisme partagées par leurs peuples réciproques, qui mettent l'accent sur le travail, l'épargne, l'instruction, la bienfaisance et l'avenir.

...Pourquoi les Bulgares se considerent-ils pauvres ?... suite

Selon la même étude, les Bulgares s'avèrent les plus pessimistes. Le pessimisme a une influence négative directe sur la prise de décisions économiques et empêche l'accumulation de richesses. Il semble être un frein aussi à l'envie d'entreprendre, à l'investissement et par conséquent à la production de biens.

L'aspiration des marchés est de transformer les attentes des agents économiques en réalité. Dans les pays développés, les attentes des consommateurs et des hommes d'affaires sont un indicateur important des potentialités économiques futures.

Graphique 4 Le pessimisme bulgare



- La situation dans le pays est pire qu'il y a 5 ans
- La situation dans le pays est meilleure qu'il y a 5 ans
- Tout à fait pessimiste
- Tout à fait optimiste
- Optimiste pour soi-même, pessimiste pour le pays

La plupart des études sociologiques¹⁰ démontrent que ce pessimisme est dû aux faibles revenus que perçoivent les Bulgares. L'étude réalisée l'année passée par l'Association "Initiative globale pour la Bulgarie", appelée "Théorie optimiste pour le pessimisme de la transition", constate que pour les perdants des changements survenus après 1989 et pour les populations à revenus et statut social faibles, le pessimisme découle de la comparaison qui est faite avec leur statut de 1989. Alors que pour ceux qui ont gagné au changement et qui possèdent un statut social élevé, la source du pessimisme vient de la comparaison avec les pays d'Europe occidentale. Cette Association constate que la croissance économique positive ne conduit pas automatiquement à des attentes positives pour l'avenir. L'impossibilité de réussir par la voie "honnête" rend évidente et compréhensible la pauvreté qui, par conséquent, ne peut engendrer que du pessimisme. L'une des conclusions que l'on peut tirer est que la politique "d'injection budgétaire et d'incitation à la pensée positive" ne conduit pas forcément à l'optimisme les perdants du changement, mais à une mobilisation des seuls gagnants.

Les recherches de l'organisation "Étude globale des valeurs"¹¹ auxquelles l'illustre sociologue Inglehart a participé, placent les Bulgares vers la fin du classement selon le critère de bien-être en lui donnant une appréciation négative, comme aux ex-républiques soviétiques.

Le sentiment de pauvreté des Bulgares est perceptible également à travers l'étude menée par l'agence slovène "Médiana", d'après laquelle la pauvreté pose un réel problème à 86% des habitants du pays.

L'étude citée précédemment, "Théorie optimiste pour le pessimisme de la transition" de l'Association "Initiative globale pour la Bulgarie", explique aussi que la sensation absolue de

¹⁰ Etude nommée "Théorie optimiste pour le pessimisme de la transition" réalisée par l'association "Initiative globale de Bulgarie", 2003. Etude de l'opinion publique, Eurobaromètre, fin 2003.

"Etude globale des valeurs" www.worldvaluessurvey.org

¹¹ "Où vont les valeurs"? Entretiens du XXI^e siècle. Sous la direction de Jérôme Bindé. Préface de Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO. Editions UNESCO, 2004, p. 149-152. Cet ouvrage est la seconde anthologie des Entretiens du XXI^e siècle. Une cinquantaine de scientifiques, intellectuels, créateurs et autres personnalités ont collaboré à cet ouvrage.

pauvreté est typique non pas tellement pour les pauvres mais plutôt pour les sociétés appauvries. L'une des conclusions de cette Association est que la différence sensible entre les conditions économiques difficiles dans le pays et celles des pays développés crée une grande frustration. Par conséquent, l'attention de la société est concentrée non pas sur le progrès relatif comparé aux périodes économiques précédentes moins prospères, mais sur le retard de la Bulgarie vis-à-vis des pays développés.

Pourtant, il s'agit moins de se comparer aux autres – ce qui est toujours subjectif et risque de démotiver – mais plus de relativiser la situation actuelle par rapport au passé. À cet égard, les Bulgares ont des raisons d'être optimistes ou moins pessimistes, vu les tendances économiques et sociales positives observées récemment à l'approche de l'intégration effective du pays à l'Union européenne au 1^{er} janvier 2007.

Bibliographie

- Alexandrova A.**, "La privatisation cachée", in *Troud*, Sofia, 15 décembre 2005, p.14.
- Antonova A.**, "Qui se noie dans la mer de crédits ?" in *Kapital*, Sofia, 10-16 septembre 2005, pp. 17-19
- Aslanian D.**, "Histoire de la Bulgarie. De l'Antiquité à nos jours", Trimontium, 1^{er} août 2004.
- Borzeda A.**, "Coup de projecteur sur la consommation des ménages en Europe centrale et orientale", in *Le Courrier des pays de l'Est*, n°444, Ceducee, Paris, novembre 1999, pp. 18-31.
- Cekov B.**, "Les promesses du PSB (Parti Socialiste Bulgare) n'ont même pas tenu 80 jours", in *Politika*, Sofia, 8-14 octobre 2005, p. 20.
- Cekov B.**, "Le côté sombre des finances des partis", in *Politika*, Sofia, 19-25 novembre 2005, pp. 19 et 22.
- Dourankev B.**, "Nous ne sommes pas plus pauvres que les nouveaux États membres de 2004", in *Politika*, Sofia, 10-18 décembre 2005, p. 20.
- Draganova-Madelaine E.**, "La Bulgarie face à l'Europe. De la transition à l'intégration", Série *Le monde en question*, L'Harmattan, 2004.
- Draganova-Madelaine E.**, "Le travail – marchandise dans une économie en transition. Le cas de la Bulgarie", in *Travail recomposé et organisation flexible*, Cahiers de l'innovation n°22, L'Harmattan, février 2005, pp. 159-170.
- Geogjeva D.**, "La part des mauvais crédits augmente", in *Politika*, Sofia, 8-14 octobre 2005, p. 31.
- Goranova I.**, "Des hommes d'affaires "moyens" deviennent les nouvelles figures du nationalisme", in *Politika*, Sofia, 19-25 novembre 2005, p.12.
- Kirilova B.**, "Sans domicile", in *Kapital*, Sofia, 3-9 septembre 2005, p. 22.
- Krasteva A.**, "Individualisme postcommuniste" in *Kapital*, Sofia, 24-29 décembre 2005, p. 6.
- Lubceva M.**, "Beaucoup trop d'établissements d'enseignement supérieur, moins de qualité", in *Politika*, Sofia, 12-18 novembre 2005, pp. 19 et 22.
- Peron J.**, "Les contradictions du capitalisme", in *Kapital*, Sofia, 10-16 septembre 2005, p. 6.
- Stephanov R.**, "Sans remords pour l'enseignement supérieur en Bulgarie", in *Kapital*, Sofia, 3-9 septembre 2005, p. 8.
- Velickov V.**, "Il vous plaît cet État absurde ?", in *Kapital*, Sofia, 17-23 décembre 2005, p. 8.



VIENT DE PARAÎTRE...

Franck Van de Velde,

Monnaie, chômage et capitalisme

Presses Universitaires du Septentrion, Lille, 2005

Résumé

La monnaie est sans conteste un objet éminemment économique. Elle est cependant loin d'être l'objet d'étude privilégié des économistes. On a même pu dire que Keynes avait été le premier à "prendre la monnaie au sérieux". C'est effectivement en considérant la monnaie de crédit, cette forme de monnaie consubstantielle au capitalisme, comme une modalité particulière d'organisation de l'interdépendance marchande, que Keynes est parvenu à échapper définitivement à l'emprise de la loi des débouchés et à ouvrir la macro économie à la question de la demande globale. A côté de la question de l'allocation optimale d'un volume donné de ressources productives, considérée longtemps comme constitutive de la définition même de l'économie, la question du volume global des ressources utilisées est apparue pour la première fois avec Keynes comme une question macro économique, et même comme la question centrale de la macro économie.

1. L'hétérodoxie de Keynes

Le simple énoncé de certaines propositions proprement keynésiennes radicalement opposées aux enseignements de l'analyse néo classique suffit à faire entrevoir la profondeur du "gouffre" qui sépare les deux théories.

L'acte d'épargne comme simple abstention de consommer

En épargnant, un ménage s'abstient simplement de consommer aujourd'hui, sans pour autant s'engager à consommer demain, quelle que soit la forme sous laquelle il choisit de conserver son épargne. L'épargne des ménages n'incite donc nullement les entreprises à investir, et cela pas plus quand elle est placée que quand elle est thésaurisée.

La détermination de l'épargne sociale par l'investissement

L'épargne sociale (somme de l'épargne des ménages et des profits conservés par les firmes) est nécessairement égale à l'investissement, parce que l'investissement crée, d'une manière ou d'une autre, l'épargne nécessaire à son propre financement.

L'absence de marché des fonds prêtables

Même si l'investissement est fonction décroissante du taux d'intérêt, et en admettant, ce qui est moins évident selon Keynes, que l'épargne soit fonction croissante du taux d'intérêt, il n'existe pas pour autant de marché des fonds prêtables sur lequel les variations du taux d'intérêt maintiendraient l'épargne souhaitée par la communauté

à égalité avec l'investissement jugé rentable par les entrepreneurs. Cette égalité est assurée sur le marché des biens par variation de la quantité produite. Et quelle que soit la situation sur le marché des biens, qu'il soit équilibré ou pas, le besoin de financement total des entreprises est toujours égal, dans une économie fermée, à la capacité de financement des ménages.

La détermination du taux d'intérêt à l'écart des variables réelles

Le taux d'intérêt n'est donc pas déterminé sur un hypothétique marché des fonds prêtables, par la confrontation du désir d'épargne des ménages et de la volonté d'investissement des entreprises, mais sur le marché des obligations contre monnaie, par la préférence pour la liquidité des rentiers, et la quantité de monnaie que le système bancaire rend disponible pour satisfaire le motif de spéculation. Le marché financier de la monnaie réserve de valeur contre titres est par ailleurs un marché de stocks continûment maintenu à l'équilibre par variation de la variable prix que constitue le taux d'intérêt.

Thésaurisation et création monétaire

La thésaurisation n'est perdue pour le financement de l'investissement et, à l'inverse, la création monétaire ne rend pas possible la réalisation d'investissements auxquels aucune épargne ne correspondrait.

Nature et cause de l'inflation

Si l'inflation est normalement accompagnée d'un accroissement de la masse monétaire, elle n'est pas pour autant provoquée par une création excessive de monnaie, mais, dans la plupart des cas, par une augmentation des salaires monétaires supérieure à la croissance de la productivité du travail.

Money matters

S'il est vrai que des agents rationnels sont libres de toute "illusion monétaire", la monnaie n'est pas pour autant un simple "voile" ou une pure commodité technique, dont l'existence n'aurait aucune incidence sur les résultats de l'interaction des comportements individuels. Et si "la monnaie importe", ce n'est pas essentiellement en tant qu'instrument de conservation de la valeur, mais d'abord et avant tout en tant qu'intermédiaire de production (ou moyen de préfinancement de la production).

L'absence de marché du travail contre bien

Si la demande de travail est bien fonction décroissante du salaire réel, et si l'on peut admettre que l'offre de travail est fonction croissante de cette même variable, l'emploi et le salaire réel ne sont pas pour autant déterminés par la confrontation directe de cette demande et de cette offre, parce que le lieu d'une telle confrontation, que constituerait un marché du travail contre biens, est tout simplement absent d'une économie dans laquelle l'interdépendance marchande est organisée par la monnaie.

Le principe de la demande effective contre la loi des débouchés

S'il est vrai que, conformément à la version large de la loi des débouchés, il ne faut pas chercher ailleurs que dans la production la source de l'écoulement de la production, il n'empêche que, contrairement à la version stricte de cette même loi, tout niveau de production ne génère pas une demande suffisante pour que ce niveau de production soit "justifié" aux yeux des entrepreneurs et que ceux-ci soient incités à le maintenir.

Emploi et salaire réel

Si un équilibre de sous emploi se caractérise par un salaire réel supérieur à la valeur qu'il aurait si le plein emploi était assuré, dans la mesure où Keynes reprend à son compte la fonction néo classique de demande de travail, le chômage n'est pas dû pour autant à l'excès du salaire réel, mais à l'insuffisance de l'investissement jugé rentable par les entrepreneurs par rapport à l'épargne associée au revenu de plein emploi. Et si le retour au plein emploi doit s'accompagner d'une baisse du salaire réel, il ne peut être déterminé que par un renforcement de l'incitation à investir des entrepreneurs ou par un affaiblissement de la propension à épargner des ménages. Telles sont les principales thèses proprement keynésiennes qui sont explicitées au fil des chapitres 1 à 3 de l'ouvrage. Le fossé qui sépare les deux théories est si profond, qu'une intégration de l'apport keynésien au corpus néo-classique semble bien relever de la mission impossible. Une opposition aussi systématique ne peut provenir uniquement d'une divergence au niveau des "fondements micro économiques", qui ne sont d'ailleurs pas si différents d'une théorie à l'autre. Elle ne peut procéder que d'une vision complètement renouvelée de notre monde économique.

2. Au fondement macro économique de la rupture

Il est possible de remonter jusqu'à l'origine macro économique de l'opposition en quatre temps. Partant d'un modèle représentatif de l'analyse néo classique, il faut s'arrêter un moment sur le marché du travail, qui constitue incontestablement le cœur d'un tel modèle. Dans un troisième temps, après avoir identifié les marchés correspondant aux équations du modèle néo classique, il apparaît qu'une véritable intégration de la monnaie se traduit par le remplacement des deux marchés néo classiques virtuels par trois marchés keynésiens bien réels. Une confrontation directe entre les points de vue néo classique et keynésien sur la question de l'emploi permet finalement de comprendre pourquoi, dans une économie authentiquement monétaire, un équilibre de plein emploi que les contraintes situées du côté de l'offre rendraient possible peut se révéler inaccessible faute de débouchés suffisants.

Un modèle néo classique

L'analyse néo classique peut être représentée par un modèle d'équilibre général walrasien réduit à quatre objets : travail, bien, droit à bien futur et monnaie. Un tel modèle se compose de trois équations. La première correspond à l'égalité entre l'offre et la demande de travail, fonctions croissante et décroissante du salaire réel. La deuxième est l'expression de l'égalité de l'épargne, fonction croissante du revenu réel et du taux d'intérêt, et de l'investissement, fonction décroissante du taux d'intérêt. La dernière n'est autre que la fameuse "équation quantitative de la monnaie", qui énonce l'égalité entre la demande de monnaie pour motif de transaction, fonction croissante de la valeur de la

production, et l'offre de monnaie, considérée comme une variable exogène contrôlée par la banque centrale.

La simple formulation du système d'équations et l'explicitation de son mode de résolution font d'emblée clairement ressortir un certain nombre d'oppositions entre les visions néo classique et keynésienne du monde économique.

- Les comportements d'épargne des ménages et d'investissement des entreprises sont sans influence sur les niveaux de l'emploi et de la production. Ils ne déterminent que le partage de la production entre consommation (production pour aujourd'hui) et investissement (production pour demain).
- Dichotomie réel-monétaire : la monnaie ne détermine que les prix nominaux du bien et du travail; elle est sans influence sur les rapports d'échanges (salaire réel et taux d'intérêt), et donc sur l'économie réelle.
- Le chômage ne peut provenir que d'un dysfonctionnement du marché du travail, et c'est tout à fait logiquement que les développements ultérieurs de la théorie du chômage, qualifiés bien à tort de "nouveaux keynésiens", auront pour objet d'identifier les fondements micro économiques de la rigidité à la baisse du salaire réel.
- L'inflation est d'origine directement monétaire. Elle provient d'une croissance de la masse monétaire à un taux supérieur à celui de la production réelle.
- Enfin, quand on introduit dans le modèle les dépenses gouvernementales sous forme d'achats de biens aux entreprises, l'effet d'éviction de la demande privée (consommation et investissement des entreprises) par la demande publique apparaît à la fois direct et total. Le mode de financement de l'accroissement des dépenses publiques (impôt et/ou

emprunt) n'a d'influence que sur le partage de l'effet d'éviction entre réduction de l'investissement et réduction de la consommation.

Gros plan sur le marché du travail

De ce que l'offre et la demande de travail sont des fonctions croissante et décroissante du salaire réel, les néo classiques déduisent un peu hâtivement qu'il existe, ou que le théoricien peut faire comme s'il existait un marché sur lequel le travail s'échange directement contre les biens produits. Une économie dans laquelle tout se passe comme si les travailleurs étaient rémunérés directement en biens peut être qualifiée d'"économie réelle". Dans une telle économie, le partage du produit entre travail et capital est déjà déterminé dès le moment de la production, indépendamment des conditions d'écoulement du produit. Mieux encore, dans une telle économie, les deux moments, de la production et de l'appropriation, n'en font qu'un. On peut alors facilement établir qu'une telle économie non monétaire est nécessairement régie par la loi des débouchés. La loi des débouchés n'assure cependant pas à elle seule la réalisation du plein emploi. Si la loi des débouchés garantit que toute production s'écoulera dans des conditions assurant le partage du produit déterminé avant même son écoulement, dès l'achat-vente de la force de travail, c'est la concurrence sur le marché du travail, entre les travailleurs pour les emplois et entre les entrepreneurs pour les travailleurs, qui assurera la sélection du plein emploi parmi tous les niveaux d'emploi rendus possibles par la loi des débouchés.

Dans de la théorie néo classique de l'emploi, on peut distinguer entre, d'un côté les fondements micro économiques (les comportements de



maximisation de l'utilité par les travailleurs consommateurs et de maximisation du profit par les producteurs), de l'autre la résultante macro économique de ces comportements (une valeur du salaire réel assurant le plein emploi). Entre les deux, l'institution qui permet d'obtenir un tel résultat social à partir de tels comportements individuels est constituée par un marché du travail d'un genre tout à fait particulier : un marché sur lequel le travail s'échange directement contre des biens.

Des marchés néo classiques aux marchés keynésiens

Un système d'équations n'est rien de plus que la mise en forme d'une certaine représentation théorique de l'économie dont on étudie le fonctionnement. A partir du moment où les symboles intervenant dans les équations du modèle néo classique sont censés désigner des offres, des demandes et des prix, on ne peut échapper à l'évocation des lieux d'interaction des comportements que sont les marchés. Pour mettre au jour la vision néo classique du monde économique, il s'agit donc d'associer des marchés et des types d'opérations aux équations du modèle.

Un premier problème provient de ce qu'on ne sait trop quel marché associer à la troisième équation, dans laquelle intervient la monnaie. Dès qu'on parle de "marché de la monnaie", on ne peut échapper à la question de savoir contre quoi la monnaie s'échange ? La monnaie peut s'échanger contre du travail, des biens ou des titres, mais certainement pas contre de la monnaie. On peut toujours se dire que ce n'est pas trop grave, puisque la troisième équation ne joue qu'un rôle tout à fait secondaire. Il n'empêche qu'il s'agit là d'un symptôme révélateur d'une difficulté à intégrer la monnaie à

l'économie réelle. Quoiqu'il en soit, il est incontestable que la première équation, la plus importante des trois, correspond à un marché du travail très particulier : marché du travail contre biens. Dans une économie monétaire, l'appropriation du produit n'est cependant pas directe, elle intervient en deux temps. A ces deux temps correspondent les deux marchés keynésiens du travail contre salaire monétaire d'une part, et des biens de consommation contre dépenses monétaires des ménages d'autre part. L'incidence de l'introduction de la monnaie ne s'arrête cependant pas là, elle rejaille sur l'interprétation de la deuxième équation du modèle néo classique. Que le marché des biens soit équilibré ou pas, l'offre de fonds prêtables (ou capacité de financement) est en effet toujours égale à la demande de fonds prêtables (ou besoin de financement), de sorte qu'il n'existe pas non plus de marché des fonds prêtables sur lequel les variations du taux d'intérêt assureraient le maintien de l'égalité entre l'offre et la demande. Le second marché néo classique associé à la deuxième équation se retrouve donc à son tour éclaté en deux marchés : marché des biens d'équipement contre dépenses d'investissement des entreprises d'un côté, et marché de la monnaie contre titres de l'autre, qui correspondent respectivement aux aspects réel et financier du capital. Le taux d'intérêt est déterminé sur ce dernier marché, qui est un marché de stocks. Il s'établit à un niveau tel que les encaisses monétaires de spéculation et le portefeuille de titres que les rentiers souhaitent détenir sont à tout moment égaux aux stocks disponibles des deux actifs financiers. Tel est le sens de la théorie keynésienne de la préférence pour la liquidité.

Au total, l'introduction de la monnaie se traduit par le

remplacement des deux marchés néo classiques fondamentaux par les trois marchés caractéristiques de la vision keynésienne du capitalisme. Les trois marchés keynésiens correspondent exactement aux fonctions de préfinancement, de moyen de paiement et de réserve de valeur de la monnaie. Selon les besoins de l'analyse, le marché des produits finals peut être traité comme un marché unique, ou scindé en deux marchés, des biens d'équipement d'un côté, et des biens de consommation finale de l'autre.

Le problème identifié par Keynes peut être formulé dans les termes mêmes de la syntaxe néo classique. Les ménages souhaitent à la fois travailler et épargner. En d'autres termes, leurs préférences portent à la fois sur le loisir comparé à la consommation, et sur la consommation présente comparée à la consommation future. Ces deux sortes de préférences sont représentées par les fonctions d'offre de travail et d'épargne.

Quant aux contraintes techniques qui définissent l'espace des choix des ménages dans chacun des deux cas, elles sont représentées respectivement par les fonctions de demande de travail et d'investissement. La vision néo classique du monde économique équivaut à supposer qu'il existe deux marchés distincts, un marché particulier pour la confrontation de chacun des deux types de préférences aux contraintes technologiques correspondantes.

Au contraire, dans le cadre de la représentation keynésienne, conforme à l'organisation de l'économie capitaliste, il n'existe qu'un lieu unique d'expression des deux types de préférences des ménages : le marché des biens contre dépenses monétaires. Dans un tel système, compte tenu des contraintes techniques

des producteurs et des anticipations des investisseurs, les deux types de préférences des ménages peuvent se révéler incompatibles. L'absence de marché des fonds prêtables dans une économie monétaire peut aboutir à ce que les souhaits d'épargne des ménages ne puissent être satisfaits qu'au détriment de leurs préférences en matière de travail. Ce manque d'un marché ne constitue cependant pas un défaut auquel il serait possible de remédier, mais l'une des caractéristiques structurelles de l'économie dans laquelle nous vivons.

Un équilibre de plein emploi hors d'atteinte faute de débouchés

Dans une économie monétaire, en l'absence de marché des fonds prêtables, la loi des débouchés n'est plus vérifiée. Contrairement à la loi des débouchés et conformément au principe de la demande effective, il n'existe qu'un seul niveau de production qui engendre une demande suffisante pour permettre d'écouler la totalité de la production à son coût marginal et inciter ainsi les entrepreneurs à maintenir la production à ce niveau. Cette production d'équilibre n'a bien sûr aucune raison a priori de coïncider avec la production de plein emploi. En d'autres termes, il peut se faire que la production de plein emploi engendre une demande insuffisante pour assurer la vente de la totalité de la production à son coût marginal, c'est-à-dire pour "justifier" le plein emploi aux yeux des entrepreneurs. La recherche de la maximisation de leurs profits incitera alors les entrepreneurs à réduire production et emploi. L'emploi se stabilisera à un niveau inférieur au plein emploi.

Le plein emploi de la main d'oeuvre peut donc se traduire par une situation de sur production sur le marché des biens. Les néo classiques

VIENT DE PARAÎTRE...suite

Franck Van de Velde, **Monnaie, chômage et capitalisme**

interprètent fautivement un tel excès d'offre sur le marché des biens, effectivement équivalent à un excès de l'épargne désirée par rapport à l'investissement, comme un excès d'offre de fonds prêtables, qui doit provoquer une baisse du taux d'intérêt qui, en incitant les ménages à consommer plus et les entrepreneurs à investir d'avantage, permettra à son tour de rétablir l'équilibre sur le marché des biens, sans variation du niveau de l'emploi. En analyse keynésienne au contraire, le déséquilibre du marché des biens n'empêche nullement la capacité de financement des ménages d'être juste égale au besoin de financement des entreprises, et le rééquilibrage du marché des biens intervient nécessairement par réduction de la production, c'est-à-dire au prix de l'apparition d'un excès d'offre sur le marché du travail. L'apparition du chômage peut alors provoquer une baisse du salaire monétaire, mais celle-ci

ne peut à son tour avoir d'effet favorable sur l'emploi que de manière indirecte, c'est-à-dire si elle contribue à augmenter la propension à consommer des ménages ou à renforcer l'incitation à investir des entrepreneurs.

Et l'Europe dans tout cela ?

En admettant que les théories néo classique et keynésienne constituent deux paradigmes inconciliables, quelles raisons y aurait-il de préférer la représentation de Keynes à celle des néoclassiques ? S'il nous semble qu'il faut opter pour la vision keynésienne, c'est parce qu'elle est plus pertinente, plus réaliste si l'on veut, mais au sens fort du terme. Les deux théories sont en effet aussi abstraites et en ce sens aussi irréalistes l'une que l'autre. Cependant, tandis que la théorie keynésienne saisit les propriétés constitutives du mode de production capitaliste dont elle se propose d'étudier le fonctionnement, la théorie

néo classique appréhende ce même objet dans des termes qui le dénature et, comme dit G. Canguilhem, "une recherche qui fait s'évanouir son objet n'est pas objective".

Le secret de la croissance de plein emploi a toujours consisté en un développement de la demande globale au même rythme que celui de la production potentielle, déterminé par les croissances de la population active et de la productivité du travail. Le libre fonctionnement de la concurrence capitaliste n'assure pas spontanément la réalisation de cette condition, dont la construction d'un espace politique de gestion de la demande globale constitue le préalable obligé. Tant que la construction économique européenne ne sera pas conçue comme la réinvention d'un tel espace de mise en œuvre d'une politique économique de croissance au service du plein emploi, mais uniquement comme un espace libéré de

toute entrave à la concurrence, y compris sous ses formes les plus dommageables du point de vue macro économique, la question keynésienne de la demande globale continuera de se poser, sous des formes sans cesse exacerbées par le développement de cette modalité nouvelle de la mondialisation que constitue la mondialisation de la production elle-même. Pour que le capitalisme donne le meilleur de lui-même, il est de nouveau urgent, comme après la grande crise des années 30, de le "reterritorialiser", et c'est vers cet objectif que la construction européenne doit être prioritairement dirigée. Ce n'est qu'à cette condition que l'économie pourra être remise à la place que Keynes lui assignait : celle de "bonne à tout faire de la civilisation".

BON DE COMMANDE

Vous pouvez effectuer votre commande par Internet en vous rendant sur le site des Éditions de Septentrion :

www.septentrion.com



CONTACTS

Lettre Jean Monnet

Vous pouvez adresser vos contributions à :

Florence HUART

MÉDEE

Faculté des Sciences Économiques et Sociales
Université des Sciences et Technologies de Lille
59655 Villeneuve d'Ascq Cedex
Tél.: 03 20 33 63 71 - Fax : 03 20 43 66 55
Messagerie : florence.huart@univ-lille1.fr

Pôle Jean Monnet

Philippe ROLLET

Faculté des Sciences Économiques et Sociales
Université des Sciences et Technologies de Lille
59655 Villeneuve d'Ascq Cedex
Tél. : 03 20 33 63 44 - Fax : 03 20 43 67 67
Messagerie : philippe.rollet@univ-lille1.fr



RETROUVEZ-NOUS
SUR LE WEB !

<http://www.univ-lille1.fr/sceco>

Médee

Mécanismes Économiques
et Dynamiques des Espaces Européens

Directeur du laboratoire :

Hubert JAYET

Faculté des sciences économiques et sociales
Université des Sciences et Technologies de Lille
59655 Villeneuve d'Ascq Cedex
Tél.: 03 20 43 65 98 - Fax : 03 20 43 67 68
Messagerie : Hubert.Jayet@univ-lille1.fr

Secrétariat du Médee :

Claire CARDON

Tél. : 03 20 33 63 44
Messagerie : medee@univ-lille1.fr